# BANQUE CENTRALE DE TUNISIE

# Rapport Annuel sur la Supervision Bancaire 2019

**Mars 2021**

# TABLE DES MATIERES

**MOT DU GOUVERNEUR** ..... 5

**CHAPITRE 1 : ÉVOLUTION DU DISPOSITIF REGLEMENTAIRE, PRUDENTIEL ET OPERATIONNEL DE LA SUPERVISION BANCAIRE** ..... 8

**SECTION I- RENFORCEMENT DU CADRE REGLEMENTAIRE, PRUDENTIEL ET OPERATIONNEL DE LA SUPERVISION BANCAIRE** ..... 8

1. *Principales réformes du secteur bancaire* ..... 8
2. *Avancement dans les projets de convergence vers les standards Bâlois et IFRS* ..... 12
3. *Renforcement du cadre opérationnel de la supervision bancaire* ..... 17

**SECTION II- COOPERATION INTERNATIONALE ET NATIONALE** ..... 19

1. *Participations aux conférences* ..... 19
2. *Coopération nationale* ..... 20
3. *Achèvement de la mission de la cour des comptes :* ..... 21

**SECTION III- ACTIVITE DE LA SUPERVISION BANCAIRE** ..... 21

1. *Travaux de la commission d'agréments* ..... 21
2. *Traitement de dossiers d'autorisations et d'approbations :* ..... 22
3. *Travaux de la Commission de résolution* ..... 23
4. *Activités de surveillance des Banques et Etablissements Financiers* ..... 23
5. *Principales mesures disciplinaires prises* ..... 25

**CHAPITRE 2 : STRUCTURE ET PHYSIONOMIE DU SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER TUNISIEN** ..... 26

**SECTION I- STRUCTURE DU SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER SELON LA NATURE DE L'ACTIVITE** ..... 26

**SECTION II- STRUCTURE DU SECTEUR BANCAIRE SELON LA NATURE DE L'ACTIONNARIAT** ..... 27

1. *Banques résidentes* ..... 27
2. *Banques non-résidentes* ..... 28
3. *Établissements de leasing* ..... 28

**SECTION III- ANALYSE DE LA CONCENTRATION DU SECTEUR BANCAIRE** ..... 29

**SECTION IV- BANCARISATION** ..... 31

**CHAPITRE 3: ACTIVITE ET SITUATION FINANCIERE DES BANQUES ET DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS** ..... 33

**SECTION I- ANALYSE DE LA STRUCTURE BILANCIELLE DES BANQUES RESIDENTES** ..... 33

**SECTION II- ACTIVITE ET SITUATION FINANCIERE DES BANQUES RESIDENTES** ..... 34

1. *Évolution des emplois d'exploitation* ..... 34
2. *Évolution des ressources d'exploitation* ..... 37
3. *Indicateurs de risques et de solidité financière* ..... 40
4. *Exploitation et indicateurs de rentabilité* ..... 44
5. *Analyse de l'adéquation des fonds propres* ..... 48

**SECTION III- ACTIVITE ET SITUATION FINANCIERE DES BANQUES S'ADONNANT A DES OPERATIONS ISLAMIQUES ..... 50**

1. *Évolution des emplois d'exploitation ..... 50*
2. *Évolution des ressources d'exploitation ..... 51*
3. *Risque de crédit ..... 51*
4. *Exploitation et indicateurs de rentabilité ..... 52*
5. *Analyse de l'adéquation des fonds propres ..... 53*

**SECTION IV- ACTIVITE ET SITUATION FINANCIERE DES ETABLISSEMENTS DE LEASING ..... 53**

1. *Évolution des emplois et des ressources d'exploitation ..... 54*
2. *Indicateurs de risque et de solidité financière ..... 55*
3. *Exploitation et indicateurs de rentabilité ..... 56*
4. *Analyse de l'adéquation des fonds propres ..... 58*

**SECTION V- ACTIVITE ET SITUATION FINANCIERE DES BANQUES NON-RESIDENTES ..... 60**

1. *Évolution des emplois d'exploitation ..... 60*
2. *Évolution des ressources d'exploitation ..... 61*
3. *Exploitation ..... 62*

**ANNEXES ..... 63**

# LISTE DES ANNEXES

*Annexe 1: Organigramme de la Direction Générale de la Supervision Bancaire .....64*
*Annexe 2: Principaux indicateurs du secteur bancaire Tunisien .....65*
*Annexe 3: Bilan, état des engagements hors bilan et état de résultat des banques résidentes .....66*
*Annexe 4: Bilan et état de résultat des établissements de leasing .....69*
*Annexe 5: Bilan, état des engagements hors bilan et état de résultat des banques non-résidentes.....71*
*Annexe 6: Évolution des taux effectifs moyens par catégorie de concours 2005-2019 .....73*
*Annexe 7: Évolution des TEGs par catégorie de concours et par Banques et Etablissements Financiers courant 2019 .....74*
*Annexe 8: Répartition par région, par gouvernorat et par banque du réseau d'agences au 31/12/2019.....76*
*Annexe 9: Répartition par région, par gouvernorat et par établissement de leasing du réseau d'agences au 31/12/2019 .....77*
*Annexe 10: Évolution mensuelle des indices TUNINDEX et TUNBANK 2018-2019.....78*

# LISTE DES ABRÉVIATIONS

| | |
|---|---|
| AGO | Assemblée Générale Ordinaire |
| APTBEF | Association Professionnelle Tunisienne Des Banques et Des Etablissements Financiers |
| BCT | Banque Centrale de Tunisie |
| BM | Banque Mondiale |
| CAC | Commissaire Aux Comptes |
| CAHT | Chiffre D'affaire Hors taxe |
| CEF | Centre du Moyen-Orient pour les Etudes Economiques et Financières |
| DT | Dinar Tunisien |
| DGSB | Direction Générale de la Supervision Bancaire |
| FGDB | Fonds de Garantie des Dépôts Bancaires |
| FMA | Fonds Monétaire Arabe |
| FMI | Fonds Monétaire International |
| FSI | Financial Stability Institute |
| GSPWG | Global Standards Proportionality Working Group |
| IADI | International Association of Deposit Insurers |
| ICAAP | Internal Capital Adequacy Assessment Process |
| IHH | Indice Herfindhal-Hirshman |
| IRRBB | Interest Rate Risk in the Banking Book |
| LCR | Liquidity Coverage Ratio |
| MDT | Million de Dinar Tunisien |
| MENAFATF | Middle East North Africa Financial Action Task-Force |
| METAC | Middle East Regional Technical Assistance Center |
| MUSD | Million United States Dollars |
| NPLs | Non Performing Loans |
| PCA | Plan de Continuité d'Activités |
| PME | Petites et Moyennes Entreprises |
| PNB | Produit Net Bancaire |
| RWA | Risk-Weighted Assets |
| SCRA | Standardised Credit Risk Assessment Approach |
| TMM | Taux Moyen Mensuel du Marché Monétaire |
| TPE | Très Petites Entreprises |

# Mot du Gouverneur

L'activité bancaire a évolué durant l'année 2019 dans un contexte marqué d'une part, par la poursuite du ralentissement de la croissance économique et d'autre part, par le resserrement de la politique monétaire combiné à l'activation de l'instrument macro-prudentiel « Crédit/Dépôts ». L'effet conjugué de ces facteurs s'est traduit par une rationalisation de l'activité de crédit avec une évolution de 3,6 % et une meilleure maitrise du risque de transformation impulsée par une reprise de la progression des dépôts en dinars de 11,7 %.

Corrélativement, les pressions sur la liquidité des banques se sont nettement atténuées en 2019 comparativement à fin 2018 comme en témoigne la baisse remarquable du recours au refinancement sur le marché monétaire de 24% avec une amélioration du ratio moyen « Crédits / Dépôts » de plus de 10 points de pourcentage pour se limiter à 122 %.

La crise sanitaire liée à la COVID-19, a constitué une épreuve réelle de stress qui a touché de plein fouet quasiment l'ensemble des secteurs économiques en 2020. Les banques et les établissements financiers ont fait preuve de résilience opérationnelle grâce à leurs plans de continuité d'activité et ont assuré la continuité de leurs services aux entreprises et aux ménages.

Dans ce contexte, la BCT a réagi de manière proactive et énergique dès le début de la crise en mettant en place un ensemble de mesures d'ordre monétaire, économique et prudentiel, qui visent à appuyer l'action du Gouvernement dans sa lutte contre cette pandémie, à circonscrire la portée de la crise sur l'activité économique et à préserver la stabilité financière.

Toutes les réformes structurantes entreprises par la BCT durant la dernière décennie en l'occurrence le renforcement du cadre légal, réglementaire et prudentiel et la restructuration des banques publiques, ont permis de consolider les assises financières du secteur et sa capacité à financer l'économie.

A la faveur de la suspension de la distribution des dividendes décidée par la BCT en mars 2020 en tant que mesure préventive, les banques sont parvenues à renforcer davantage leurs assises financières avec un ratio de solvabilité sectoriel moyen de

13,2% à fin 2019, ce qui confère aux banques un coussin de fonds propres pour absorber l'impact éventuel attendu de la crise.

Le stress test conduit par la BCT durant le second semestre 2020, sur les banques de dépôts résidentes, a confirmé la capacité de résilience des principales banques même dans un scénario extrême et leur capacité à soutenir les opérateurs économiques durant les prochains exercices.

Cela étant et vu que la crise sanitaire n'a pas encore livré tous ses impacts sur les opérateurs économiques, la BCT continuera à assurer une surveillance rapprochée des risques bancaires et veillera à prendre toutes les mesures requises pour garantir une identification et une couverture adéquates des risques avérés et latents.

Parallèlement, la BCT, en tant que garant de la stabilité du secteur bancaire, œuvrera d'une manière proactive pour prendre toute mesure nécessaire pour assurer l'équilibre entre les deux objectifs antagonistes ; à savoir la préservation du tissu économique tout en garantissant la solidité financière du secteur bancaire.

Dans ce sillage et bien que la crise sanitaire ait perturbé la mise en œuvre du plan stratégique de convergence vers les standards internationaux, la BCT continuera à avancer dans les différentes composantes de ce plan et veillera sur une meilleure articulation tout en maintenant inchangée sa démarche de concertation avec le secteur et en tenant compte du contexte et de la capacité des banques à supporter ces réformes.

Il sied de rappeler dans ce cadre que les années 2019 et 2020 ont été consacrées à l'achèvement des piliers 1 et 2 de Bâle 2 à travers l'avancement dans le projet de la révision de l'approche de calcul du risque de crédit et le projet du passage du cadre prudentiel des fonds propres d'une base sociale à une base consolidée.

Aussi, le projet d'adoption des normes IFRS, qui constitue un projet structurant pour la place financière et un véritable challenge dans ce contexte austère, a-t-il été effectivement engagé par la BCT à travers la publication de la circulaire aux banques et aux établissements financiers n°2020-01 fixant les mesures préalables pour l'adoption des normes IFRS.

Dans cette dynamique de réformes, le paysage financier sera marqué en 2021 par le démarrage de l'activité des établissements de paiement, ayant obtenu en 2020 l'accord de principe pour l'exercice de cette activité dans une optique de promotion de l'inclusion financière et du développement des paiements électroniques.

**Marouane EL ABASSI**

**Gouverneur**

# CHAPITRE 1 : Évolution du dispositif réglementaire, prudentiel et opérationnel de la supervision Bancaire

## Section I- Renforcement du cadre règlementaire, prudentiel et opérationnel de la Supervision Bancaire

### 1. Principales réformes du secteur bancaire

#### *1.1. Mesures préventives prises par la BCT en 2020 liées à la crise COVID-19*

##### *1-1-1 Mesures prudentielles*

La BCT a pris, à l'instar des autorités de régulation dans le monde, un ensemble de mesures visant à limiter les retombées négatives de la pandémie COVID-19 sur l'économie, à préserver la stabilité financière et adapter le processus de supervision au nouveau contexte économique tout en permettant aux Banques et Etablissements Financiers de soutenir les agents économiques durant cette période difficile.

En effet, la BCT a mis en place des mesures d'assouplissement en :

- ✓ Permettant aux Banques et Etablissements Financiers par la note N°2020-17 du 1er avril 2020, compte tenu des circonstances de force majeure liées à la pandémie susvisée, de reporter la tenue de leurs assemblées générales ordinaires au titre de 2019 à une date ultérieure au délai légal du 30 avril 2020 et aussitôt que les circonstances liées à la pandémie COVID-19 auront cessé d'exister, les Banques et Etablissements Financiers devront tenir de nouveau leur AGO.
- ✓ Assouplissant le mode de calcul et les exigences du ratio crédits/dépôts et ce, à travers la baisse trimestrielle du ratio de 1% au lieu de 2% prévue initialement et l'ajustement des composantes du ratio pour tenir compte du report d'échéances qui sera exclu du numérateur du ratio[1].

Sur un autre plan, la BCT a opté pour une démarche adaptée à la situation de crise en matière de couverture des risques en :

[1] Circulaire aux banques et aux établissements financiers, n °2020-06 du 19 mars 2020.

- ✓ Imposant aux Banques et Etablissements Financiers la suspension de toute décision de distribution de dividendes au titre de l'exercice 2019 et l'interdiction de toute opération de rachat de leurs propres actions et ce, dans un objectif de préservation de leurs fonds propres[2].
- ✓ Soumettant les banques de la place à un exercice de stress test pour évaluer leur capacité de résilience sur un horizon de 3 ans (2020, 2021 et 2022).
- ✓ Soumettant les Banques et Etablissements Financiers à un suivi rapproché basé sur l'envoi par ces établissements d'un reporting continu sur la liquidité et l'évolution de l'activité de crédit et des indicateurs de risques[3].

### *1-1-2 Mesures de soutien aux agents économiques*

La BCT a invité les Banques et Etablissements Financiers à prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir les particuliers et les entreprises en vue de faire face aux retombées de la pandémie à travers :

- ✓ Le report des échéances[4] prévues durant la période allant du 1er mars jusqu'à fin septembre 2020 [5]avec possibilité d'octroi de nouveaux financements aux professionnels.
- ✓ La possibilité d'accorder aux entreprises et aux professionnels des financements exceptionnels permettant de faire face aux dépenses liées à l'exploitation tels que le paiement des salaires et des crédits fournisseurs, remboursables sur 7 ans dont deux années de grâce et qui peuvent atteindre 25% du CAHT[6] ;
- ✓ Institution d'une fenêtre de refinancement à un mois renouvelable afin de financer les effets privés accordés dans le cadre de la ligne exceptionnelle COVID dédiée au soutien des banques et des sociétés de leasing et de factoring dans leurs efforts de financement des opérateurs économiques[7].

[2] Note aux banques et aux établissements financiers, N°2020-17 du 1er avril 2020.
[3] Lettre aux banques en date du 04 mai 2020.
[4] Il s'agit des échéances sur des crédits aux professionnels et aux particuliers, accordés aux clients classés 0 et 1 à fin décembre 2019 (en principal et intérêts) à travers la publication des circulaires 2020-06, 2020-07 et 2020-08.
[5] A l'exception des particuliers dont le salaire est supérieur à 1000 DT.
[6] Circulaire aux banques N °2020-12 du 28 mai 2020.
[7] Circulaire aux banques n °2020-10 du 17 avril 2020.

### *1.2. Produits et services bancaires islamiques*

Dans le cadre de la publication des textes d'application de la loi N°2016-48 du 14 octobre 2019 relative aux banques et aux établissements financiers, la BCT a publié au cours de l'année 2019, la circulaire N°2019-08 portant définition des opérations bancaires islamiques et fixation des modalités et conditions de leur exercice.

Ladite circulaire a défini trois formes d'opérations bancaires islamiques :

- ✓ **Les opérations de financement commercial** qui comprennent la Mourabaha, l'Ijara, l'Istisnaa et le Salam
- ✓ **Les opérations de financement participatif** constituées des opérations de financement par la «Moucharaka» et des financements par la «Moudharaba»
- ✓ **Les dépôts d'investissement** sous forme de Wakala investissement et de mudharaba qui est effectuée selon deux modalités Mudharaba restrictive et Mudharaba non restrictive.

En outre, la dite circulaire a mis à la charge des banques et des établissements financiers, certaines exigences relatives :

- ✓ à l'obligation d'information de la BCT de tout produit ou service financier qu'ils envisagent de commercialiser dans le cadre des opérations bancaires islamiques, afin de contrôler leur conformité aux standards internationaux. La BCT peut, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la communication de toutes les informations qu'elle demande s'opposer, par une décision motivée, à la commercialisation du produit ou service financier en question ;
- ✓ à l'obligation de se conformer aux standards internationaux adoptés en matière d'opérations bancaires islamiques et en particulier les Normes de l'Organisation de la Comptabilité et de l'Audit des Institutions Financières Islamiques AAOIFI et ce, dans la mesure où ces normes ne contredisent pas les dispositions légales et règlementaires en vigueur ;
- ✓ à l'approbation des aspects charaïques des opérations bancaires par leurs comités de contrôle de la conformité des normes bancaires islamiques ; et
- ✓ au respect de la règlementation en vigueur en matière d'octroi de financements, de leur contrôle ainsi que du suivi des risques y afférents.

Les banques et les établissements financiers qui s'adonnent aux opérations bancaires islamiques doivent soumettre à la BCT un rapport annuel sur les opérations de contrôle effectuées par le comité de contrôle de conformité des normes bancaires islamiques et ce, dans un délai maximum d'un mois avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires.

## *1.3. Projets de textes réglementaires*

### *1-3-1 Projet d'amendement de la circulaire n°2011-06 relative au renforcement des règles de bonne gouvernance dans les banques et les établissements financiers*

La BCT a entamé depuis 2018 des travaux portant sur la refonte du code de gouvernance des Banques et Etablissements Financiers. En se basant sur un diagnostic des pratiques de gouvernance des Banques et Etablissements Financiers ainsi que sur l'évolution du cadre normatif international, la BCT a finalisé un nouveau projet de circulaire portant refonte de la circulaire 2011-06 relative au renforcement des règles de bonne gouvernance dans les Banques et Etablissements Financiers.

Ainsi ledit projet permettra de répondre aux objectifs stratégiques suivants :

- ✓ Donner une nouvelle dimension à la culture du risque dans la gestion des banques à travers la consolidation et l'effectivité des pratiques de gouvernance des risques et le renforcement du rôle des 3 lignes de défense.

- ✓ Assurer l'implication effective de l'organe d'administration dans la mise en place des stratégies des banques afin de relever les défis résultant de l'émergence de nouveaux risques liés en particulier aux nouvelles technologies, à la convergence vers les normes IFRS et les standards de Bâle III.

- ✓ Harmoniser et assurer une meilleure convergence des textes se rapportant à la gouvernance afin d'aboutir à un document unique et exhaustif.

La conduite de ce projet de refonte s'est fondée notamment sur les principes suivants :

- ✓ La convergence et l'harmonisation du cadre réglementaire national avec les nouvelles pratiques internationales.

- ✓ La proportionnalité en adaptant le cadre de gouvernance aux spécificités des Banques et Etablissements Financiers au regard de leur taille, la complexité de leurs activités, leur profil de risque ainsi que leur dimension systémique ou non.
- ✓ Le renforcement de l'indépendance et de l'effectivité des organes de gouvernance.
- ✓ Le resserrement des critères de sélection pour la désignation des administrateurs indépendants vue le rôle fondamental qui leur incombe eu égard à leur qualité de présidents des comités d'appui.
- ✓ L'ancrage au sein des banques de la responsabilité sociétale et de développement durable y compris la dimension inclusion financière.
- ✓ Le renforcement du rôle de la BCT dans la nomination des membres de l'organe d'administration surtout pour les banques en difficulté ou en phase de restructuration.
- ✓ La consécration d'un cadre de gouvernance spécifique aux banques et aux établissements financiers qui exercent des opérations bancaires islamiques.

La publication de cette circulaire est prévue pour le deuxième semestre de l'année 2021.

## 2. Avancement dans les projets de convergence vers les standards Bâlois et IFRS

### *2.1. Rappel des réformes du cadre prudentiel*

La BCT s'est engagée, depuis 2014, dans un processus de réformes prudentielles visant la convergence vers les standards Bâlois par la mise en place du ratio de liquidité bâlois LCR, des exigences en fonds propres pour couvrir le risque opérationnel et les risques de marché et la publication d'une circulaire mettant à la charge des Banques et Etablissements Financiers le développement des systèmes de notation interne des contreparties.

Les années 2019-2020 ont été consacrées à l'achèvement du pilier 1 et 2 de Bâle 2 à travers l'avancement dans le projet de la révision de l'approche de calcul du risque de crédit, le projet du passage du cadre prudentiel des fonds propres d'une base sociale à une base consolidée, la mise en place d'un processus interne d'évaluation et d'allocation du capital économique "ICAAP", la mise en place d'un processus de mesure et de gestion du risque global de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire « IRRBB», et la révision du processus de supervision afin de se conformer totalement aux 29 principes fondamentaux bâlois pour une supervision efficace.

Compte tenu de la situation exceptionnelle en lien avec la pandémie Covid19, la BCT a continué à œuvrer pour préserver la stabilité financière des Banques et Etablissements Financiers tout en apportant sa contribution à la réalisation des objectifs de la politique économique de l'Etat.

En effet, la BCT a pris certaines mesures visant le soutien des banques en leur permettant de se consacrer en priorité à leur activité d'octroi de crédit aux entreprises et de décaler d'un an les réformes prudentielles à l'instar de la majorité des autorités prudentielles à l'échelle mondiale.

## *2.2. Parachèvement du pilier 1 de Bâle 2*

### *2-2-1 Projet de supervision sur base consolidée*

Le projet de mise en œuvre de la supervision sur base consolidée est un projet structurant qui s'insère dans le cadre du plan d'actions quinquennal de la supervision bancaire « 2016-2020 ».

La mise en œuvre d'une supervision sur base consolidée vise à :

- Suivre de manière adéquate le profil du risque des Banques et Etablissements Financiers qui développent des filiales ou des établissements associés à l'échelle nationale et internationale.
- Prendre en compte tous les risques encourus par les entités appartenant au groupe pour contenir le risque de contagion.
- Instaurer des règles prudentielles adaptées à la taille et à la complexité des activités menées au sein des groupes pour préserver leur solidité financière.
- Renforcer le rôle de la BCT en tant qu'autorité de contrôle du pays d'origine (Superviseur Home) dans le cas où une banque ou un établissement financier de droit tunisien possède des filiales implantées à l'étranger qui sont supervisées par des autorités de contrôle étrangères.

Ce projet inclut 4 dimensions :

- la dimension quantitative ayant trait à l'instauration de normes prudentielles d'adéquation des fonds propres et de liquidité sur une base consolidée ;

- la dimension qualitative couvrant la définition de principes et de règles en matière de bonne gouvernance, de gestion des risques et de contrôle interne au sein des groupes bancaires et financiers ;
- la dimension opérationnelle en lien avec la révision du manuel de la supervision bancaire et l'élaboration du guide de surveillance sur place ; et
- la dimension relative à la coopération et aux échanges d'informations entre les superviseurs des pays d'origine et d'accueil dans le cas de groupes bancaires ou financiers internationaux.

La mise en œuvre d'une supervision sur base consolidée a nécessité au préalable l'adoption de choix relatifs à des aspects fondamentaux en l'occurrence, la détermination de l'entité consolidante, du périmètre prudentiel de consolidation, des méthodes de consolidation sous périmètre prudentiel, la définition des fonds propres réglementaires sous périmètre prudentiel et le calcul des risques encourus sous périmètre prudentiel. Ces choix ont été arrêtés par référence à la réglementation internationale et compte tenu des spécificités du contexte tunisien.

Dans ce cadre, une circulaire portant sur la définition du périmètre prudentiel de consolidation et des méthodes de consolidation sous périmètre prudentiel est en cours de finalisation et sera publiée au cours du 1er semestre de 2021.

### *2-2-2 Projet de la révision de l'approche de calcul du risque de crédit conformément aux normes de Bâle 3*

Soucieuse de s'aligner aux normes internationales, la BCT a engagé la révision de l'approche de calcul du risque de crédit conformément aux normes de Bâle 3 afin de différencier plus finement le risque de crédit pour les diverses expositions en introduisant une approche standard plus sensible au risque.

Dans le cadre de cette révision, la BCT a choisi de ne pas retenir l'approche des notations internes et d'articuler le projet de transposition autour de la seule approche standard SCRA[8] , laquelle exclut le recours aux notations externes.

En effet, l'approche SCRA est plus adaptée à la réalité du marché tunisien dont le recours aux notations externes est peu développé. En plus, un tel choix s'inscrit d'un

[8] Standardized Credit Risk Assessment Approach.

côté dans l'esprit du comité de Bâle qui s'oriente vers la limitation de l'utilisation des modèles internes, en raison de la complexité des modèles utilisés ce qui est de nature à entacher la crédibilité des estimations de RWA[9] et d'affecter par conséquent la confiance des parties prenantes.

A cet égard, la DGSB a mené une étude statistique en collaboration avec les banques de la place pour arrêter des seuils permettant d'identifier les TPE ; les PME et les grandes entreprises sur la base de leurs chiffres d'affaires et leur attribuer les pondérations correspondantes.

Par ailleurs, une étude d'impact sur les fonds propres et les ratios réglementaires de solvabilité des Banques et Etablissements Financiers sera menée en 2021.

Actuellement, le projet de circulaire y afférant est à un stade bien avancé.

### *2.3. Projet d'adoption des normes IFRS*

Suite à la décision de l'Assemblée Générale du Conseil National de la Comptabilité du 6 septembre 2018 relative à l'application des Normes Internationales d'Informations Financières « IFRS » à partir de 2021 sur les comptes consolidés des Banques et Etablissements Financiers, Sociétés d'Assurance et de Réassurance et les sociétés cotées à la Bourse de Tunis, la BCT a engagé effectivement le projet d'adoption des normes internationales d'information financière " IFRS " par les Banques et Etablissements Financiers qui s'inscrit dans le cadre de son plan stratégique pour la période 2019-2021.

La migration de la Tunisie vers le référentiel IFRS, dans ce contexte difficile lié à la crise sanitaire, représente un challenge de taille et constitue un projet structurant pour la place financière.

Pour la réalisation de ses projets stratégiques, la BCT a mis en place un comité de pilotage stratégique présidé par le Gouvernement de la banque qui assure le suivi permanent des projets inscrits dans le plan stratégique triennal 2019-2021. De plus, et afin de garantir le succès de l'implémentation du référentiel IFRS par les Banques et Etablissements Financiers, la BCT a instauré un comité ad hoc (Steering Committee)

[9] Risk-Weighted Assets

composé des représentants des différentes parties prenantes internes et externes ayant pour principale mission le conseil et la coordination stratégique entre les différents organismes et structures impliqués dans ce projet et l'émission des avis sur les orientations et interprétations de l'application du référentiel IFRS.

Un chef de projet a été désigné par le Gouvernement de la banque et une équipe projet, composée de 11 membres dont 3 membres permanents, a été créée pour conduire les travaux relatifs au pilotage du projet lors de ses différentes phases (planification, conception, implémentation, revue des états financiers IFRS…) et ce en coordination avec un cabinet d'assistance technique désigné à cet effet. Le Directeur Général de la supervision bancaire assure le rôle du sponsor du projet.

Il est à noter que la BCT bénéficie à cet égard d'un appui financier auprès de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) à travers le financement de la mission d'assistance technique dudit projet.

Dans le cadre de la mise en place des prérequis pour la réalisation de ce projet, la BCT a publié la circulaire N°2020-01 fixant les mesures préalables pour l'adoption des normes IFRS.

Par cette circulaire, la BCT vise à asseoir les conditions de gouvernance et de pilotage stratégique sur ce projet au sein des Banques et Etablissements Financiers.

Les prochaines étapes du projet se présentent comme suit :

- Un suivi permanent de la mise en place et de l'avancement des projets d'implémentation du référentiel IFRS par les Banques et Etablissements Financiers à travers des revues et des reportings spécifiques.
- Réalisation d'un benchmark international sur le cadre réglementaire et opérationnel édicté par les banques centrales et/ou les autorités de contrôle prudentiel pour l'application de la norme IFRS9 par les établissements financiers.
- Réalisation d'une première macro-étude d'impact de l'adoption des normes IFRS sur la situation financière et les fonds propres des banques et des établissements financiers.

- Réalisation d'une étude d'impact de l'application de la norme IFRS 9 sur la situation financière et les ratios de solvabilité des Banques et Etablissements Financiers.
- Elaboration d'un cadre réglementaire relatif à l'application du référentiel IFRS et principalement la norme IFRS 9.
- Mesure de l'impact de la première application de la norme IFRS 9.

## 3. Renforcement du cadre opérationnel de la supervision bancaire

Avec un taux d'encadrement de 100%, l'effectif de la supervision bancaire a été renforcé de 8 nouvelles recrues en 2019 pour atteindre 50 cadres, avec un âge moyen de 36 ans.

Soucieuse de la nécessité du renforcement du développement des compétences de l'équipe de la supervision bancaire, la BCT a misé sur les expertises externes, les formations ciblées et les assistances techniques pour l'enrichissement des connaissances et l'acquisition des meilleures pratiques internationales en la matière.

### *3.1. Assistances techniques*

La supervision bancaire a bénéficié du soutien des instances internationales, dont principalement le FMI, le Centre Régional d'Assistance Technique du Moyen-Orient (METAC) relevant du FMI, la Banque Mondiale (BM) et la Banque Européenne pour la reconstruction et le Développement (BERD).

Les principaux thèmes qui ont été couverts par des missions d'assistance technique en 2019, concernent :

***Assistances techniques conduites par METAC :**

- La révision de l'approche Risque de Crédit selon Bâle III.
- La supervision sur base consolidée ;
- La mise en place d'un processus interne d'évaluation et d'allocation du capital économique « ICAAP » et d'un processus de mesure et de gestion du risque global de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire « IRRBB » et le Stress-testing ;

***Assistances techniques conduites par la BM :**

- Les établissements de paiement : octroi d'agrément et appui à l'opérationnalisation de la supervision sur pièces et sur place des établissements de paiement ;
- La Stratégie de résolution des NPLs dispensée par la BM.
- La banque postale : instruction et étude de benchmark.

***Autres Assistances techniques :**

- L'adoption des normes IFRS par les banques et les établissements financiers (BERD).
- Les indicateurs de solidité financière (FMI)[10].

### *3.2. Formation en Tunisie et à l'étranger*

Pour une durée globale de 114 jours, les actions de formation en Tunisie ont principalement concerné, les normes IFRS, la cyber sécurité, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans le secteur bancaire, la finance islamique, l'inclusion financière, le stress-testing, la finance digitale et le fintech, «La technologie "BLOCKCHAIN"», le Webservices, les règles régissant l'activité et le fonctionnement des établissements de paiement, ainsi qu'un Executive-Master en Principes et Pratiques de la Finance Islamique.

Les actions de formation à l'étranger auxquelles les superviseurs ont participé, pour une durée globale de 82 jours, ont été organisées par des instances régionales et internationales (FMI, METAC, FMA/SFI, MENAFATF, Istanbul School of Central Banking, Banque Centrale du Kenya, Banque d'Espagne, le Centre du Moyen-Orient pour les Etudes Economiques et Financières (CEF), la Banque Nationale de Pologne (BNP) le Centre d'Etudes sur les Banques Centrales (CCBS) relevant de la Banque d'Angleterre.

Ces formations ont principalement concerné les thèmes suivants : IFRS 9, l'approche : risque de crédit, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, le Risk Management et la supervision financière, la digitalisation des services financiers, le développement de la microfinance, des

[10] Cette mission a bénéficié aux cadres de la supervision bancaire et d'autres départements de la BCT.

paiements électroniques et de l'inclusion financière, les normes bancaires islamiques, les normes de Bâle3 et les défis d'application, la surveillance du secteur financier…

### *3.3. Modernisation des méthodes de la supervision bancaire*

L'année 2019 a été caractérisée par l'adoption du projet d'automatisation des processus de la supervision bancaire en tant que l'un des projets stratégiques de la BCT (2019-2021).

Ce projet vise l'urbanisation du système d'information en décrivant les processus qui serviront de base pour l'élaboration d'une cartographie des processus automatisés de la supervision bancaire.

Il est à rappeler que la mise en œuvre des différents projets-métiers pour le renforcement du cadre réglementaire, prudentiel et opérationnel de la supervision bancaire a nécessité la conception d'une nouvelle architecture cible de son système d'information, capable de traduire ces projets sur le plan informatique et procédural.

Cette nouvelle architecture prévoit l'établissement d'un schéma complet des processus de gestion qui sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales.

Par ailleurs et s'agissant du processus de prise en charge, de contrôle et de validation du nouveau reporting, tel qu'édicté par la circulaire n°2017-06 du 31 Juillet 2017, le projet TUNREP s'est poursuivi en 2019 pour passer en mode réel en Février 2020.

La génération automatique des données à partir des bases structurées a permis d'enchainer avec la revue des indicateurs de la supervision bancaire à produire à partir du nouveau reporting et tenant compte des nouveautés réglementaires et de la convergence vers les normes bâloises.

## Section II- Coopération Internationale et nationale

### 1. Participations aux conférences

Les cadres de la DGSB ont représenté la BCT, au cours de l'année 2019, dans des groupes de travail régionaux et internationaux sur la supervision bancaire en l'occurrence :

- « *9th Conference on crisis management, bank resolution and deposit insurance: What's Next and How to Prepare* » Organisé conjointement par le Financial Stability Institute (FSI) et l'International Association of Deposit Insurers (IADI);
- les Réunions du Groupe des superviseurs bancaires arabes sous l'égide du Fonds Monétaire Arabe ;
- une mission-visite d'étude-« Digital Financial Services » au Kenya
- 11th GSPWG -Global Standards Proportionality (GSP) Working Meeting, Kigali, Rwanda;
- une visite d'étude auprès du SFI à la côte d'ivoire et au Sénégal dans le but de partager les expériences de certains pays africains dans le domaine du développement de la microfinance, des paiements électroniques et de l'inclusion financière ;
- le Séminaire annuel du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones.

Ces manifestations internationales qui réunissent de hauts responsables des Banques Centrales et les premiers responsables des autorités de supervision bancaire ont permis comme pour les années précédentes aux cadres de la BCT de participer activement aux dialogues sur les projets structurants en matière de supervision et de stabilité financière et de tirer profit des réflexions engagées et des expériences d'autres pays.

## 2. Coopération nationale

Dans le cadre de la mise en place d'un cadre de coopération bilatérale entre la BCT et le FGDB, un groupe de travail a été chargé d'examiner les différentes modalités de la coopération entre les deux entités.

A cet effet, une convention de coopération a été élaboré en vue d'assurer l'échange périodique d'informations et de données notamment celles relatives à la situation financière des banques en vue de permettre au Fonds d'accomplir ses missions et ce, en application de l'article 165 de la loi bancaire.

Sur le plan pratique et aux termes de cette convention, le FGDB pourrait accéder au SED pour la consultation des données et informations définies dans le cadre de ladite convention.

### 3. Achèvement de la mission de la cour des comptes :

L'exercice 2019-2020 a été marqué par la réalisation de la première mission de la cour des comptes dans l'histoire de la BCT et dont les termes de référence s'articulaient essentiellement autour de l'évaluation de l'efficacité du dispositif de supervision mis en place par la BCT.

Cette mission a permis aussi bien aux membres de l'équipe de la cour des comptes qu'aux cadres de la BCT d'échanger les points de vue et les expériences malgré l'absence de traditions dans le domaine du contrôle des prérogatives de supervision bancaire.

Cette mission a été concentrée sur l'évaluation des domaines suivants en lien avec l'efficacité de la supervision bancaire :

- Le cadre légal et réglementaire régissant l'activité bancaire et notamment la promulgation des textes d'application de la loi N°2016-48 et notamment le degré d'avancement dans la promulgation des textes d'application de ladite loi.
- Les outils, les moyens et les procédures mis à la disposition de la supervision bancaire dans le cadre de ses prérogatives.
- Les sanctions infligées aux Banques et Etablissements Financiers en cas de constatation d'infractions ou de transgression de la règlementation en vigueur.

## Section III- Activité de la supervision bancaire

### 1. Travaux de la commission d'agréments

La commission d'agréments a tenu 17 réunions depuis le début de son activité en avril 2017 et a traité 29 dossiers de demandes d'agrément jusqu' au mois de septembre 2020.

En 2019, la commission d'agrément, a traité 5 dossiers de demandes d'agrément se détaillant comme suit :

✓ Quatre dossiers de demande d'agrément pour le franchissement des seuils conformément à l'article 34 de la loi N°2016-48 dans le capital de trois banques et dans un établissement de leasing ; et

✓ Une décision relative au retrait d'agrément de principe.

En 2020, le secrétariat de la commission d'agréments, assuré par la DGSB, a instruit et transmis à la commission d'agréments 8 dossiers de demandes d'agrément :

- ✓ Trois dossiers de demande d'agrément pour le franchissement de seuil dans le capital d'une banque et deux établissements de leasing ;
- ✓ Quatre dossiers relatifs à des demandes d'agrément de principe pour la création d'établissements de paiements dont une émanant d'un investisseur non-résident ;
- ✓ Un dossier pour la demande d'agrément pour la perte de la qualité d'un actionnaire de référence dans une banque.

## 2. Traitement de dossiers d'autorisations et d'approbations :

### *2.1. La Gouvernance*

La BCT a instruit 64 dossiers portant sur la nomination de Directeurs Généraux des Banques et Etablissements Financiers, de directeurs généraux adjoints, de présidents de conseil d'administration, d'administrateurs ordinaires, d'administrateurs indépendants et d'administrateurs représentant les intérêts des petits porteurs.

L'étude de ces dossiers fait ressortir que les choix des Banques et Etablissements Financiers sont de plus en plus ciblés et répondent aux mieux aux critères de compétence, de qualifications scientifiques et professionnelles.

### *2.2. Les produits et services*

La BCT a autorisé la commercialisation d'une panoplie de plus de 20 nouveaux produits et services financiers et ce, dans le cadre de l'article 84 de la loi bancaire.

Ces autorisations ont porté essentiellement sur des produits de placement, des packs destinés aux tunisiens résidents à l'étranger et des produits de financement islamique. La BCT a aussi autorisé la commercialisation de plusieurs services basés sur la composante digitale et s'inscrivent dans le cadre des orientations stratégiques nationales d'inclusion financière et notamment pour l'ouverture des comptes en ligne.

## 3. Travaux de la Commission de résolution

La commission de résolution des Banques et Etablissements Financiers en situation compromise s'est réunie 10 fois dont 4 au titre des exercices 2019-2020. Le secrétariat de cette commission est aussi assuré par la DGSB.

Elle a ouvert les procédures de résolution de la BFT et ce, sur la base du rapport de la BCT constatant la situation compromise de la banque. Etant rappelé que le délégué à la résolution de la BFT a été nommé à fin 2018 et que la commission a validé la mission de l'exécution du plan de résolution qui est axé essentiellement sur le recouvrement intensif des créances, l'assainissement social et la minimisation des charges.

Durant les deux dernières années quatre réunions ont été tenues et ont porté principalement sur :

- L'approbation de la politique de recouvrement des créances présentée par le délégué à la résolution de la BFT.
- L'autorisation du délégué à la résolution de procéder à des arrangements transactionnels selon les conditions fixées par ladite politique.
- Le suivi de l'évolution de la situation financière conformément à l'article 126 de la loi bancaire.
- Le suivi du programme d'assainissement social.

La commission de résolution a aussi procédé au renouvellement du mandat du délégué à la résolution pour une année supplémentaire conformément aux dispositions légales.

## 4. Activités de surveillance des Banques et Etablissements Financiers

### 4.1. Surveillance permanente des Banques et Etablissements Financiers

Le bilan opérationnel de l'analyse micro prudentielle et de l'évaluation des profils de risque des Banques et Etablissements Financiers au titre de l'année 2019 se présente comme suit :

***Tableau 1: Bilan opérationnel de l'activité de la surveillance permanente***

| | |
|---|---|
| Nombre de Banques et Etablissements Financiers ayant fait l'objet d'un rapport d'évaluation au titre de l'année 2019 | 21 |
| Nombre de Banques et Etablissements Financiers ayant fait l'objet de réunions annuelles relatives à leurs situations financières | 13 |
| Nombre de Banques et Etablissements Financiers ayant fait l'objet d'une notification visée par le Gouverneur relative à l'évaluation de leurs situations financières à fin 2019 | 6 |
| Nombre de Banques et Etablissements Financiers ayant fait l'objet d'une notification visée par le Gouverneur suite à une mission d'inspection | 3 |
| Nombre de Banques et Etablissements Financiers ayant fait l'objet d'autres notifications visées par le Gouverneur | 16 |

## 4.2. Respect des normes

L'évaluation du respect des normes prudentielles quantitatives des banques et des établissements financiers au titre de 2019 fait ressortir ce qui suit :

***Tableau 2: Nombre des Banques et Etablissements Financiers ne respectant pas les normes prudentielles à fin 2019[11]***

| Normes prudentielles | Banques résidentes | Banques non-résidentes | Etablissements financiers |
|---|---|---|---|
| 1- Ratio de couverture des risques (10%) | 3 | 1 | 0 |
| 2- Ratio Tier 1 (7%) | 3 | 1 | 0 |
| 3- Norme de concentration des risques (25%) | 3 | 2 | 0 |
| 4- Norme de division des risques (15%) | 2 | 1 | 0 |
| 5- Norme de division des risques (5%) | 2 | 1 | 0 |
| 6- Norme de division des risques pour les personnes ayant des liens avec la Banques et Etablissements Financiers (25% des FPN ) | 2 | 1 | 1 |
| 7- Ratio de liquidité | 1 | | |
| 8- Ratio Crédits /Dépôts | 5 | | |
| 9- Position de change | 0 | | |

## 4.3. Surveillance sur place

En 2019, 19 missions de contrôle sur place ont été effectuées et se répartissent entre une mission générale, deux missions thématiques, une mission horizontale

[11] En dehors de la BFT qui a été soumise à des procédures de résolution en 2018.

diligentée auprès de quinze banques de la place et une mission ponctuelle sur la base d'un programme annuel approuvé par le gouvernement de la BCT et des termes de référence documentés.

Ces missions de contrôle ont porté sur les aspects suivants :

- L'évaluation du dispositif de gouvernance, de contrôle interne et de gestion des risques
- L'évaluation du dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- Le contrôle de la rémunération des dépôts.
- Les conditions d'octroi des crédits de financement de l'habitat

## 5. Principales mesures disciplinaires prises

L'activité de supervision sur place et sur pièces a donné lieu aux mesures suivantes :

***Tableau 3: Principales mesures disciplinaires prises***

| | Nombre de Banques et Etablissements Financiers sanctionnés | Montant (En DT) |
|---|---|---|
| **Amendes** | | |
| Ratio de liquidité (LCR) | 11 | 4 379 255,8 |
| Ratio Crédits/ Dépôts (LTD) | 9 | 6 701 774,0 |
| **Total des Amendes** | | **11 081 029,8** |

# CHAPITRE 2 : Structure et physionomie du secteur bancaire et financier tunisien

## Section I- Structure du secteur bancaire et financier selon la nature de l'activité

Depuis l'année 2017, la physionomie du secteur bancaire tunisien n'a pas connu de changements significatifs. A fin juin 2020, le nombre de Banques et Etablissements Financiers agréés en Tunisie s'est maintenu à 42 établissements, répartis entre 23 banques résidentes, 7 banques non-résidentes, 8 établissements de leasing, 2 sociétés de factoring et 2 banques d'affaires.

***Tableau 4: Évolution du nombre d'établissements agréés***

| | 2017 | 2018 | 2019 | Juin 2020 |
|---|---|---|---|---|
| **Banques** | **30** | **30** | **30** | **30** |
| Résidentes | 23 | 23 | 23 | 23 |
| Non-résidentes[12] | 7 | 7 | 7 | 7 |
| **Établissements Financiers** | **12** | **12** | **12** | **12** |
| Établissements de leasing | 8 | 8 | 8 | 8 |
| Sociétés de factoring | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Banques d'affaires | 2 | 2 | 2 | 2 |
| **Total** | **42** | **42** | **42** | **42** |

Selon leur business model, les 23 banques résidentes sont réparties entre 18 banques universelles, 2 banques[13] spécialisées dans le financement des micro-projets et des PME et 3 banques[14] spécialisées dans l'activité bancaire islamique.

L'activité bancaire basée sur les opérations islamiques continue à consolider progressivement sa position gagnant presque 0,9 point de part du marché d'actifs, 1,7 point de part du marché des dépôts et 1,6 point de part du marché des crédits entre 2016 et 2019.

***Tableau 5: Indicateurs des banques islamiques***

| Part dans le total secteur (%) | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|
| Total actif | 5,1 | 5,1 | 5,6 | 6 |
| Total Dépôts | 5,2 | 5,6 | 6,3 | 6,9 |
| Total Crédits | 4,0 | 4,2 | 4,8 | 5,6 |

[12] Y compris la LINC : Banque agréée mais qui n'est pas actuellement en activité.
[13] La BTS et la BFPME.
[14] Wifak Intenational Bank (WIB), Banque Zitouna et Al Baraka Bank Tunisia.

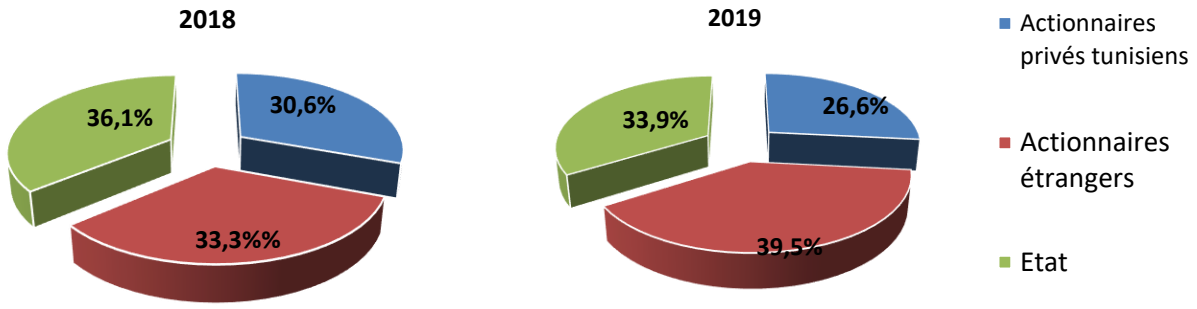
## Section II- Structure du secteur bancaire selon la nature de l'actionnariat

### 1. Banques résidentes

Le capital des banques résidentes s'élève à 3892 MDT à fin 2019, réparti entre l'État[15] tunisien (33,9%), les actionnaires étrangers (39,5%) et les actionnaires privés tunisiens (26,6%).

Cette structure a été marquée par une baisse de la part de l'État Tunisien[9] de 2,2 points de pourcentage contre l'augmentation de la part des actionnaires étrangers de 6,2 points de pourcentage.

***Graphique 1: Structure du capital des banques résidentes par nature d'actionnariat***




Selon le statut des actionnaires de référence, la répartition des banques résidentes se présente ainsi :

- l'État Tunisien dans 6 banques[16] ,
- les actionnaires étrangers dans 11 banques[17] ,
- les groupes d'affaires industriels et commerciaux dans 3 banques[18] ,
- l'actionnariat de référence est mixte (réparti à parts égales entre l'État Tunisien et un pays arabe) dans les 3 autres banques[19].

[15] Participation directe de l'État et indirecte à travers les entreprises publiques et parapubliques.
[16] STB, BNA, BH, BTS, BFPME et BFT.
[17] ATB, ATTIJARI, UBCI, UIB, Citibank, Bank ABC, BTK, QNB, Al Baraka, BT et BZ.
[18] Amen Bank, BIAT et WIB.
[19] Tunisian Saudi Bank (TSB ex-STUSID), BTE et BTL.

***Tableau 6: Évolution du nombre de banques suivant le statut de l'actionnariat***

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|
| Banques publiques | 7 | 7 | 7 | 6[20] |
| Banques à capitaux étrangers | 10 | 10 | 10 | 11 |
| Banques à capitaux privés tunisiens | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Banques mixtes | 3 | 3 | 3 | 3 |
| **Total** | **23** | **23** | **23** | **23** |

## 2. Banques non-résidentes

La physionomie du secteur bancaire non-résident n'a connu aucun changement avec :

- 4 banques : TIB, NAIB, LINC[21], ALUBAF ; et
- 3 succursales : Citibank, ABC, TFB.

Le capital des banques non-résidentes s'élève à 420 MDT à fin 2019 et continue à être dominé à hauteur de 83% par des actionnaires étrangers, particulièrement les actionnaires libyens.

## 3. Établissements de leasing

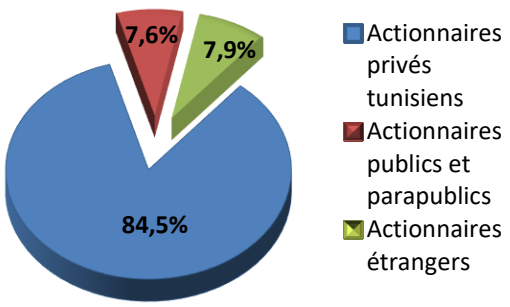
Au titre de 2019, le capital des établissements de leasing est de l'ordre de 269 MDT en augmentation de 16 MDT par rapport à 2018 suite l'augmentation de capital réalisée par TLF de 9 MDT et ATL de 7 MDT. Sa répartition entre les actionnaires fait ressortir la prédominance des actionnaires privés tunisiens qui détiennent 84,5% du capital.

La répartition du capital selon le groupe d'affiliation fait ressortir une forte présence des groupes bancaires qui détiennent 51,4% du capital et représentent les actionnaires de référence de 6 établissements. Les groupes d'affaires privés tunisiens non-bancaires détiennent 29,3% du capital et représentent les actionnaires de référence des 2 autres établissements de leasing.

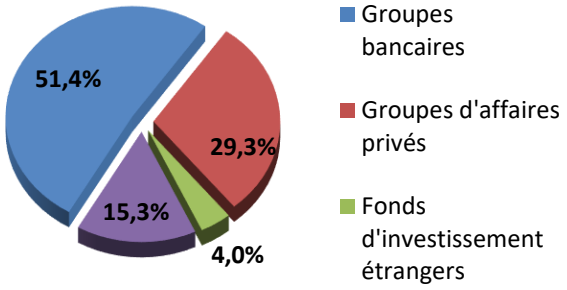
[20] Suite à la cession de la participation de l'Etat dans le capital de la BZ au groupe Qatari "Al Majda".
[21] Banque agréée mais qui n'est pas actuellement en activité.

***Graphique 2: Structure de l'actionnariat des établissements de leasing à fin 2019***

**Selon la nature de l'actionnariat**




**Selon le groupe d'affiliation**




## Section III- Analyse de la concentration du secteur bancaire

L'activité du système bancaire demeure, au même titre que les années antérieures, concentrée sur les banques résidentes qui accaparent 92% du total actif, 94% des crédits et 97% des dépôts.

***Tableau 7: Concentration de l'activité bancaire suivant la nature de l'établissement***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| **Total actif (en MDT)** | **121 018** | **133 996** | **140 848** |
| Part des banques résidentes (en %) | 91,6% | 91,8% | 92,3% |
| Part des banques non-résidentes (en%) | 4,2% | 4,3% | 4,1% |
| Part des établissements de leasing (en%) | 4,0% | 3,7% | 3,4% |
| Part des sociétés de factoring (en%) | 0,2% | 0,2% | 0,2% |
| **Crédits à la clientèle (en MDT)** | **78 897** | **86 201** | **88 978** |
| Part des banques résidentes (en %) | 92,8% | 93,2% | 93,8% |
| Part des banques non-résidentes (en %) | 1,5% | 1,4% | 1,2% |
| Part des établissements de leasing (en%) | 5,5% | 5,2% | 4,8% |
| Part des sociétés de factoring (en%) | 0,2% | 0,2% | 0,2% |
| **Dépôts de la clientèle (en MDT)** | **64 563** | **70 437** | **77 006** |
| Part des banques résidentes (en%) | 97,2% | 97,2% | 97,1% |
| Part des banques non-résidentes (en%) | 2,8% | 2,8% | 2,9% |

***Tableau 8: Indicateurs de concentration de l'activité des banques résidentes***

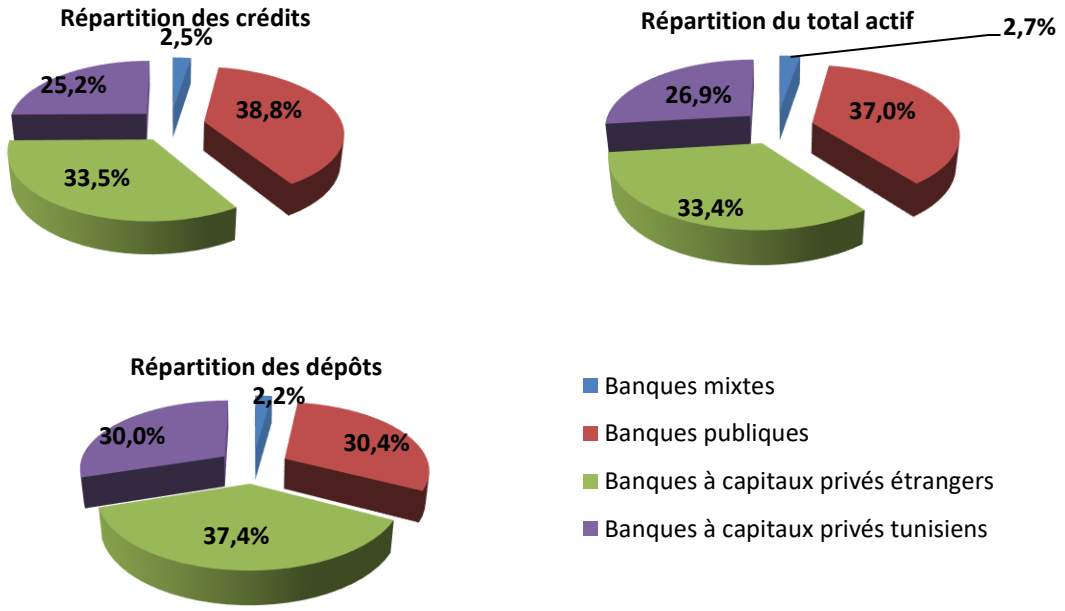
| | Ratio de concentration % | | | | | | Indice Herfindhal-Hirshman | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 4 premières banques | | | 8 premières banques | | | | | |
| | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Total actif | 47,9 | 48,8 | 48,5 | 76,0 | 75,6 | 75,6 | 0,085 | 0,085 | 0,085 |
| Crédits à la clientèle | 47,5 | 49,0 | 48,5 | 76,6 | 76,7 | 76,2 | 0,086 | 0,087 | 0,085 |
| Dépôts de la clientèle | 47,8 | 47,5 | 48,0 | 79,3 | 78,5 | 78,1 | 0,093 | 0,091 | 0,092 |
| Nombre de comptes | 53,9 | 53,7 | 53,5 | 85,9 | 84,7 | 84,4 | 0,106 | 0,104 | 0,103 |

L'indice Herfindahl-Hirshman[22] qui est quasi stable comparé à 2017 et 2018 montre l'absence de position dominante.

L'analyse de la concentration de l'activité bancaire suivant la nature l'actionnariat fait ressortir les faits suivants :

- La contribution des banques publiques demeure la plus importante avec une part de marché en termes d'actif de 37%, de crédits de 38,8% et à un degré moindre au niveau des dépôts de 30,4%.
- Les banques à capitaux privés tunisiens détiennent 26,9% du total actif, 25,2% des crédits et 30% des dépôts.
- Les banques à capitaux étrangers détiennent 33,4% des actifs, 33,5% des crédits et 37,4% des dépôts ; et
- Les banques mixtes détiennent des parts de marché de 2,7% en termes d'actifs, 2,5% des crédits et de 2,2% en termes de dépôts.

**Graphique 3:** ***Répartition de l'activité des banques résidentes selon la nature de l'actionnariat***




L'activité des établissements de leasing présente, en 2019, une concentration au niveau du total actif avec une part de 67,8% détenu par les 4 premiers établissements.

[22] L'indice de Herfindhal-Hirshman est un indicateur de la concentration du secteur bancaire. Il est égal à la somme des carrés des parts de marché de tous les établissements. Cet indice est d'autant plus pertinent que le marché examiné est de faible dimension. En ce qui concerne son interprétation, une valeur inférieure à 0,1 témoigne d'un marché peu concentré, comprise entre 0,1 et 0,18 d'un marché modérément concentré et supérieure à 0,18 d'un marché fortement concentré.

***Tableau 9: Indicateurs de concentration de l'activité des établissements de leasing***

| | Total actif | | |
|---|---|---|---|
| | 2017 | 2018 | 2019 |
| Part des 4 premiers établissements (%) | 68,3 | 68,3 | 67,8 |
| Indice Herfindhal-Hirshman | 0,150 | 0,152 | 0,151 |

En s'appuyant sur l'indice d'IHH compris entre 0,1 et 0,18 pour ces trois dernières années, cette concentration est classée comme modérée.

Une forte concentration de l'activité des banques non-résidentes est constatée notamment au niveau des dépôts en devise, au niveau des crédits et du total actif comme en témoignent le ratio de concentration et l'indice de Herfindhal-Hirshman qui dépasse le seuil de 0,18.

***Tableau 10: Indicateurs de concentration de l'activité des banques non- résidentes***

| | Total actif | | | Crédits | | | Dépôts | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Part des 4 premières banques (%) | 81,1 | 84,1 | 82,2 | 89,4 | 88,1 | 87,3 | 88 ,0 | 85,6 | 92,5 |
| Indice Herfindhal-Hirshman | 0,197 | 0,203 | 0,201 | 0,252 | 0,237 | 0,268 | 0,236 | 0,245 | 0,236 |

## Section IV- Bancarisation

Le réseau bancaire a continué en 2019 son extension mais à un rythme moins soutenu avec l'ouverture de 32 agences contre 53 agences en 2018 et 86 agences en 2017. Sur les 5 dernières années, le nombre d'agence est passé de 1 701 à 1 945 marqué par l'ouverture de 244 nouvelles agences. Ainsi, le taux de bancarisation s'est amélioré pour atteindre une agence pour 6 020 habitants en 2019 contre une agence pour 6 038 habitants en 2018.

***Tableau 11: Principaux indicateurs de bancarisation***

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|
| Réseau | 1 701 | 1 774 | 1 860 | 1913 | 1945 |
| Densité du réseau bancaire[23] | 6 558 | 6 369 | 6 154 | 6 038 | 6 020 |
| Nombre de comptes (en milliers) | 8 110 | 8 512 | 8 961 | 9 372 | 9 835 |
| dont Nombre de comptes à vue (en milliers) | 3 150 | 3 304 | 3 473 | 3 714 | 3 924 |
| Nombre de comptes d'épargne (en milliers) | 4 846 | 5 087 | 5 361 | 5 518 | 5 762 |
| Nombre de DAB & GAB | 2 249 | 2 385 | 2 602 | 2 694 | 2 854 |
| Nombre de cartes bancaires (en milliers) | 3 067 | 3 186 | 3 655 | 4 640 | 5 500 |
| Nombre de transactions monétiques (en millions) | 57,6 | 64,7 | 71,6 | 82,3 | 92,6 |
| Volume de transactions monétiques (en MDT) | 7 191 | 8480 | 9 851 | 11908 | 14 361 |

Une forte bancarisation demeure observée sur le littoral qui abrite 86% des agences bancaires (dont 41% sont implantées dans le grand Tunis) et à peu près 85% du réseau des établissements de leasing (sur un total de 62 agences, 53 sont situées sur le littoral).

L'analyse de la bancarisation en termes de comptes montre que le nombre de comptes bancaires a évolué, sur les 5 dernières années, de 4,9% par an pour atteindre 9,8 millions de comptes à fin 2019.

Le nombre de cartes bancaires émises à fin 2019 s'élève à 5,5 millions de cartes, soit une évolution annuelle moyenne de 15,7% sur la période 2015-2019. Parallèlement, le nombre de DABs/GABs a augmenté en moyenne de 6,1% annuellement pour s'établir à 2 854 unités à fin 2019.

[23] Nombre d'habitants par agence.

# CHAPITRE 3: Activité et situation financière des banques et des établissements financiers

## Section I- Analyse de la structure bilancielle des banques résidentes

L'évolution de la structure bilancielle consolidée des banques résidentes a été fortement influée en 2019 par les mesures restrictives de la politique monétaire prises par la BCT et l'introduction du ratio Crédits/Dépôts à partir du quatrième trimestre de 2018 comme en témoignent :

- La baisse de la part du refinancement auprès de la BCT dans les passifs des banques de 3,5 points de pourcentage pour rejoindre son niveau de 2016 soit 6,3%.
- La hausse de la part des dépôts en dinars de 3,5% pour atteindre 55,9% du passif des banques en rupture avec la baisse observée durant les cinq dernières années.
- La poursuite de la tendance baissière de la part des crédits dans le total des actifs bancaires pour atteindre 76,6% en 2019 contre une part de 80,4% en 2014 et 79% en 2015.
- La baisse de la part des dépôts en devises de 0,5% en 2019 pour s'établir à 13,3% du passif des banques inversant la tendance haussière observée durant les 4 dernières années.

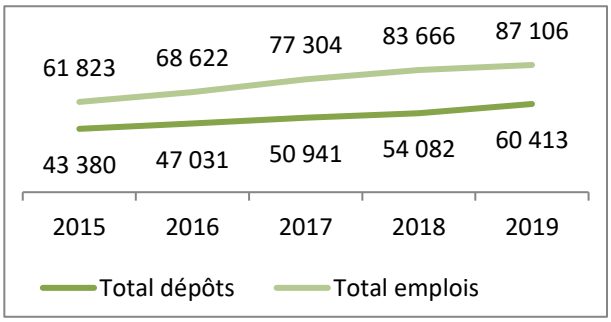
***Tableau 12: Structure bilancielle des banques résidentes***

| Éléments de l'Actif | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|
| Crédits | 79,0% | 78,5% | 77,7% | 77,1% | 76,6% |
| Crédits aux professionnels | 54,4% | 53,9% | 53,8% | 54,1% | 54,5% |
| Crédits aux particuliers | 24,6% | 24,6% | 23,9% | 23,0% | 22,1% |
| Bons du Trésor | 8,3% | 9,3% | 9,1% | 7,9% | 8,0% |
| Portefeuille-titres (hors bons du Trésor) | 6,4% | 6,2% | 6,4% | 6,2% | 7,0% |
| Immobilisations | 1,5% | 1,5% | 1,4% | 1,3% | 1,4% |
| Disponibilités[24] | 3,3% | 3,0% | 3,8% | 5,9% | 5,6% |
| Dinars | 0,9% | 0,8% | 1,0% | 0,9% | 0,8% |
| Devises | 2,4% | 2,2% | 2,8% | 5,0% | 4,8% |
| Concours aux organismes financiers spécialisés | 1,5% | 1,5% | 1,6% | 1,6% | 1,4% |
| **Éléments du Passif** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018** | **2019** |
| Dépôts de la clientèle | 69,6% | 68,6% | 66,8% | 66,2% | 69,2% |
| Dinars | 58,0% | 57,1% | 54,2% | 52,4% | 55,9% |
| Devises | 11,6% | 11,5% | 12,6% | 13,8% | 13,3% |
| Emprunts à moyen et long termes | 6,2% | 6,2% | 6,3% | 6,3% | 6,7% |
| Fonds propres et provisions | 18,1% | 17,8% | 17,1% | 16,5% | 17,5% |
| Emprunts auprès de la BCT | 5,0% | 6,3% | 8,4% | 9,8% | 6,3% |
| Emprunts auprès des banques non-résidentes | 1,1% | 1,1% | 1,4% | 1,2% | 0,3% |

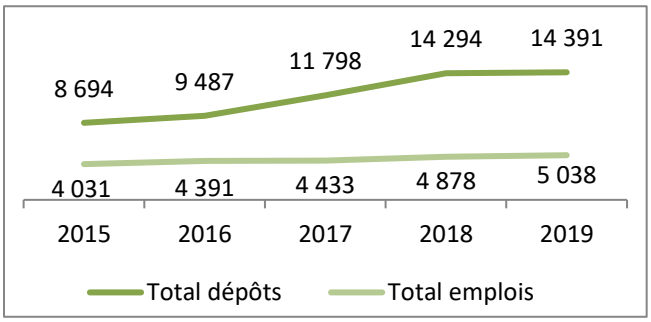
[24] Caisse et dépôts auprès de la BCT et des banques non-résidentes.

En outre, le gap entre les emplois et les dépôts en dinars s'est atténuée en 2019 de 10% pour se limiter à 26,7 milliards de dinars, soit un niveau proche de celui de 2017.

***Graphique 4: Evolution du gap entre les emplois et les dépôts en dinars***




***Graphique 5:Evolution du gap entre les emplois et les dépôts en devises***




## Section II- Activité et situation financière des banques résidentes

### 1. Évolution des emplois d'exploitation

L'année 2019 a été marquée par la poursuite de la décélération de l'activité bancaire. Les emplois d'exploitation des banques (crédits et portefeuilles titres) ont progressé à un rythme moins soutenu que celui de l'année dernière soit 4,6% contre 7,8% en 2018, pour atteindre 108 Milliards de dinars. Ce ralentissement provient de la diminution du rythme de progression de l'encours des crédits, soit 3,6% en 2019 contre 8,9% en 2018.

***Tableau 13: Évolution des emplois des banques résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019 | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| Crédits* | 81 707 | 88 987 | 92 176 | 7 280 | 8,9 | 3 189 | 3,6 |
| Crédits aux professionnels | 58 994 | 65 027 | 68 123 | 6 033 | 10,2 | 3 096 | 4,8 |
| Crédits aux particuliers | 22 713 | 23 960 | 24 053 | 1 247 | 5,5 | 93 | 0,4 |
| Portefeuille-titres | 14 425 | 14 634 | 16 247 | 209 | 1,4 | 1 613 | 11,0 |
| *dont bons du Trésor* | 8 523 | 8 273 | 8 719 | -250 | -2,9 | 446 | 5,4 |
| **Total emplois d'exploitation** | **96 132** | **103 621** | **108 423** | **7 489** | **7,8** | **4 802** | **4,6** |

*Engagements y compris les prêts participatifs, les agios réservés et les engagements par signature

## 1.1. Crédits à la clientèle

Le ralentissement de l'activité de crédit en 2019 a concerné aussi bien les crédits aux professionnels (4,8% contre 10,2% en 2018) que les crédits aux particuliers (0,4% contre 5,5% en 2018) en relation avec le ralentissement de la croissance économique.

***Tableau 14: Évolution des crédits des banques résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019 | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| **Crédits aux professionnels** | **58 994** | **65 027** | **68 123** | **6 033** | **10,2** | **3 096** | **4,8** |
| Crédits court terme | 32 826 | 37 392 | 39 386 | 4 566 | 13,9 | 1 994 | 5,3 |
| *dont découverts* | 10 272 | 11 924 | 11 738 | 1 652 | 16,1 | -186 | -1,6 |
| *impayés* | 3 869 | 4 760 | 4 584 | 891 | 23,0 | -176 | -3,7 |
| *contentieux* | 4 050 | 4 118 | 5 264 | 68 | 1,7 | 1 146 | 27,8 |
| Crédits moyen et long termes | 26 168 | 27 635 | 28 737 | 1 467 | 5,6 | 1 102 | 4,0 |
| *dont consolidations* | 2 435 | 2 408 | 2 681 | -27 | -1,1 | 273 | 11,3 |
| **Crédits aux particuliers** | **22 713** | **23 960** | **24 053** | **1 247** | **5,5** | **93** | **0,4** |
| Consommation | 12 318 | 12 890 | 12 774 | 572 | 4,6 | -116 | -0,9 |
| *dont véhicules* | 322 | 314 | 311 | -8 | -2,5 | -3 | -1,0 |
| *aménagements* | 9 085 | 9 367 | 9 193 | 282 | 3,1 | -174 | -1,9 |
| Logement | 10 395 | 11 070 | 11 279 | 675 | 6,5 | 209 | 1,9 |
| **Total Crédits*** | **81 707** | **88 987** | **92 176** | **7 280** | **8,9** | **3 189** | **3,6** |

*Engagements y compris les prêts participatifs, les agios réservés et les engagements par signature

- Par forme de crédits, l'évolution des crédits aux particuliers a été caractérisée par une baisse des crédits à la consommation de 0,9% contre une hausse de 4,6% en 2018 alors que les crédits logement se sont inscrits en hausse de 1,9% mais à un rythme beaucoup moins accéléré que celui de 2018, soit 6,5%.

Pour ce qui des crédits aux professionnels, l'analyse de leur évolution fait ressortir les constats suivants :

- Par forme de crédit, le ralentissement a concerné aussi bien les crédits à court terme hors impayés et contentieux (1024 MDT ou 3,6% contre 3607 MDT ou 14,5%) que les crédits à moyen et long termes hors crédits de consolidation (829 MDT ou 3,3% contre 1494 MDT ou 6,3%). Ce ralentissement a été accompagné par le transfert au contentieux d'un volume important de créances (1146 MDT contre 68 MDT en 2018) et la consolidation de créances pour un montant de 273 MDT.

*Tableau 15: Évolution des crédits aux professionnels par contreparties*

| | 2017 | 2018 | 2019 | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| **Les entreprises publiques** | **4 583** | **5 151** | **6 351** | **568** | **12,4** | **1 200** | **23,3** |
| à court terme | 2 633 | 3 152 | 4 463 | 519 | 19,7 | 1 311 | 41,6 |
| à moyen et long termes | 1 950 | 1 999 | 1 888 | 49 | 2,5 | -111 | -5,6 |
| **Les entreprises privées** | **54 411** | **59 876** | **61 771** | **5 465** | **10,0** | **1 896** | **3,2** |
| à court terme | 30 193 | 34 240 | 34 922 | 4 047 | 13,4 | 682 | 2,0 |
| à moyen et long termes | 24 218 | 25 636 | 26 849 | 1 418 | 5,9 | 1 213 | 4,7 |
| **Total Crédits aux professionnels** | **58 994** | **65 027** | **68 123** | **6 033** | **10,2** | **3 096** | **4,8** |

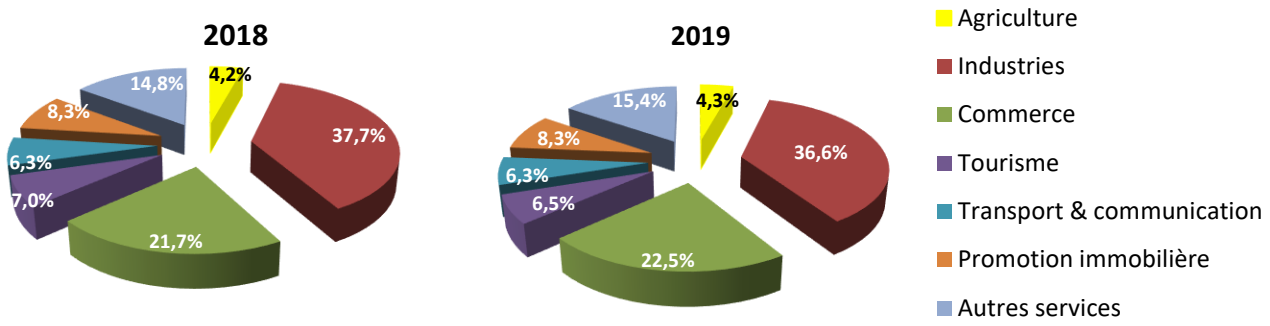
- Par catégorie de contreparties, le ralentissement des crédits n'a concerné que le secteur privé qui n'a bénéficié que du tiers des financements octroyés en 2018 alors que les financements aux entreprises publiques a connu une forte accélération de 1200 MDT, soit le double des financements de 2018. Cette hausse des crédits aux entreprises publiques s'est axée sur les crédits à court terme alors que l'encours des crédits à moyen et long termes a baissé de 111 MDT ; ce qui reflète l'ampleur du déficit de trésorerie de ces entreprises.
- Par secteur d'activité, le ralentissement des crédits a concerné notamment le secteur industriel et à un degré moindre les secteurs du commerce et de la promotion immobilière et les autres services. Les crédits touristiques ont continué à baisser (-2,3% en 2019 et -2,1% en 2018). Les crédits accordés aux secteurs de l'agriculture et de transport et communication ont enregistré une accélération par rapport à 2018.

*Tableau 16: Evolution des crédits aux professionnels par secteur*

| Secteur d'activité | 2017 | 2018 | 2019 | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| Agriculture | 2 652 | 2 747 | 2 913 | 95 | 3,6 | 166 | 6,0 |
| Industries | 21 482 | 24 483 | 24 964 | 3 001 | 14,0 | 481 | 2,0 |
| Commerce | 12 703 | 14 128 | 15 361 | 1 425 | 11,2 | 1 233 | 8,7 |
| Tourisme | 4 644 | 4 546 | 4 443 | -98 | -2,1 | -103 | -2,3 |
| Transport & communication | 3 996 | 4 122 | 4 310 | 126 | 3,1 | 188 | 4,6 |
| Promotion immobilière | 5 048 | 5 403 | 5 659 | 355 | 7,0 | 256 | 4,7 |
| Autres services | 8 469 | 9 598 | 10 473 | 1 129 | 13,3 | 875 | 9,1 |
| **Total** | **58 994** | **65 027** | **68 123** | **6 033** | **10,2** | **3 096** | **4,8** |

La répartition sectorielle de l'encours des crédits aux professionnels a connu, en 2019, une augmentation de la part des secteurs du commerce (+0,8 point de pourcentage), des autres services (+0,6 point de pourcentage) et de l'agriculture (+0,1 point de pourcentage) contre une baisse de la part du secteur industriel et touristique de 1,1 et 0,5 point de pourcentage respectivement.

***Graphique 6: Répartition sectorielle des crédits aux professionnels des banques résidentes***




## 1.2. Portefeuille-titres

L'encours du portefeuille titres poursuit sa tendance haussière observée au cours des 5 dernières années en enregistrant un accroissement de 11% contre 1,4% en 2018 et 15,1% en 2017.

Cette hausse a concerné aussi bien les titres de dettes (+12 %) que les titres de propriété (9%). La progression de titres des dettes s'explique par la hausse des emprunts en devises accordés à l'Etat de 825 MDT et des bons du Trésor de 447 MDT.

***Tableau 17: Évolution de l'encours du portefeuille-titres des banques résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019 | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| Titres de propriété | 4 160 | 4 825 | 5 258 | 665 | 16,0 | 433 | 9,0 |
| Titres de dette | 10 265 | 9 809 | 10 989 | -456 | -4,4 | 1 180 | 12,0 |
| Obligations | 328 | 298 | 296 | -30 | -9,1 | -2 | -0,7 |
| Bons du Trésor et obligations d'Etat | 9 937 | 9 511 | 10 693 | -426 | -4,3 | 1 182 | 12,4 |
| **Portefeuille-titres** | **14 425** | **14 634** | **16 247** | **209** | **1,4** | **1 613** | **11,0** |

## 2. Évolution des ressources d'exploitation

Les dépôts ainsi que les emprunts à moyen et long termes ont progressé en 2019 à un rythme soutenu, soit 9,4% et 10,5% respectivement. Conséquemment et compte tenu du ralentissement des crédits, le recours des banques aux ressources du marché

monétaire s'est nettement atténué comme en témoigne la baisse de l'encours des emprunts sur le marché monétaire de 24,1% par rapport à 2018 pour s'établir à 9 Milliards de dinars à fin 2019.

***Tableau 18: Évolution des ressources d'exploitation des banques résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019 | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| Dépôts | 62 740 | 68 375 | 74 805 | 5 635 | 9,0 | 6 430 | 9,4 |
| Dinars | 50 942 | 54 081 | 60 414 | 3 139 | 6,2 | 6 333 | 11,7 |
| Devises | 11 798 | 14 294 | 14 391 | 2 496 | 21,2 | 97 | 0,7 |
| Ressources d'emprunt à moyen et long termes | 5 826 | 6 570 | 7 261 | 744 | 12,8 | 691 | 10,5 |
| **Total des ressources d'exploitation** | **68 566** | **74 945** | **82 066** | **6 379** | **9,3** | **7 121** | **9,5** |
| **Emprunts sur le marché monétaire** | **8 484** | **11 846** | **8 995** | **3 362** | **39,6** | **-2 851** | **-24,1** |

## *2.1. Mobilisation des dépôts*

L'encours des dépôts en dinars a progressé en 2019 de 11,7% soit presque le double de l'évolution de 2018 pour s'établir à 60,4 Milliards de dinars.

***Tableau 19: Évolution de l'encours des dépôts des banques résidentes par catégorie de dépôts***

| | 2017 | 2018 | 2019 | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| **Dépôts en dinars** | **50 942** | **54 081** | **60 414** | **3 139** | **6,2** | **6 333** | **11,7** |
| Dépôts à vue | 17 416 | 17 276 | 18 606 | -140 | -0,8 | 1 330 | 7,7 |
| Dépôts d'épargne | 18 320 | 20 248 | 21 842 | 1 928 | 10,5 | 1 594 | 7,9 |
| *Dont comptes spéciaux d'épargne* | 16 124 | 17 878 | 19 362 | 1 754 | 10,9 | 1 484 | 8,3 |
| Dépôts à terme | 11 891 | 13 323 | 15 910 | 1 432 | 12,0 | 2 587 | 19,4 |
| Certificats de dépôts | 3 315 | 3 234 | 4 056 | -81 | -2,4 | 822 | 25,4 |
| **Dépôts en devises** | **11 798** | **14 294** | **14 391** | **2 496** | **21,2** | **97** | **0,7** |
| **Total dépôts** | **62 740** | **68 375** | **74 805** | **5 635** | **9,0** | **6 430** | **9,4** |

Cette progression a été accompagnée par une accentuation des pratiques de surenchère sur les dépôts à terme et les certificats de dépôts comme en témoignent :

- La forte progression des dépôts à terme et des certificats de dépôts représentant 53,2% de la progression totale contre 43% en 2018.
- Le renchérissement du coût des dépôts à terme et des certificats de dépôts de 1,8% et 2,1% respectivement pour s'élever à 8,5% et 11,5%.

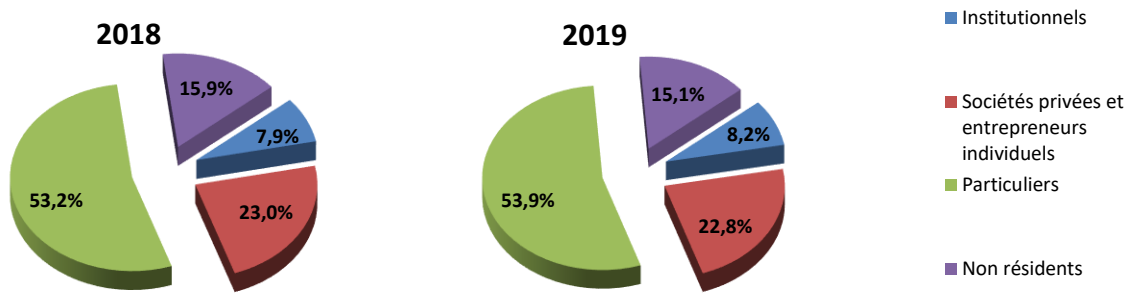
- La décélération du rythme des dépôts d'épargne soit 7,9% contre des progressions à deux chiffres durant les 3 dernières années témoignant de la migration d'une partie vers les dépôts à terme.

Ceci dit les dépôts à vue en dinars ont renoué avec la hausse en 2019 (+1330 MDT) après la baisse enregistrée en 2018 (-140MDT).

Les dépôts en devises ont connu une quasi-stagnation de leur évolution traduisant la rupture avec les anticipations des agents économiques à la baisse du dinar plus particulièrement les dépôts à vue en devises ont connu une baisse de leur rythme de progression revenant de 23,5% en 2018 à 2,1% uniquement en 2019.

Par catégorie de déposants, les dépôts des non-résidents et des sociétés privées ont baissé respectivement de 0,8 et 0,2 point de pourcentage contre une consolidation de la part des particuliers et des institutionnels respectivement de 0,7 et 0,3 point de pourcentage.

***Graphique 7: Évolution de la structure des dépôts des banques résidentes par catégorie de déposants***




## 2.2. Ressources d'emprunt à moyen et long termes

Les ressources d'emprunts à moyen et long termes ont enregistré une croissance de 691 MDT ou 10,5% provenant quasi-exclusivement des ressources budgétaires et extérieures dont le rythme de progression est nettement réduit de près de 8%.

***Tableau 20 : Évolution des ressources d'emprunt à moyen et long termes des banques résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019 | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| Ressources budgétaires et extérieures | 3 850 | 4 693 | 5 359 | 843 | 21,9 | 666 | 14,2 |
| Emprunts obligataires | 1 875 | 1 755 | 1 672 | -120 | -6,4 | -83 | -4,7 |
| Autres emprunts | 101 | 122 | 230 | 21 | 20,8 | 108 | 88,5 |
| **Ressources d'emprunts à moyen et long termes** | **5 826** | **6 570** | **7 261** | **744** | **12,8** | **691** | **10,5** |

La baisse des emprunts obligataires observée depuis 2018 est en lien notamment avec les exigences du ratio « Crédits /dépôts » qui n'intègre pas ce type de ressources dans ses éléments de calcul.

## 3. Indicateurs de risques et de solidité financière

### *3.1. Risque de liquidité*

Sous l'effet des mesures restrictives de la politique monétaire prises par la BCT et l'introduction du ratio Crédits/Dépôts à partir de fin 2018, l'exercice 2019 a connu une atténuation remarquable des pressions sur la liquidité avec :

- Une baisse de l'encours du refinancement hors achat ferme des bons du Trésor de 4,6 Milliards de dinars pour s'établir à 9,5 Milliards de dinars à fin décembre 2019.
- Une baisse du ratio de crédit sur les dépôts de plus de 10 points de pourcentage pour se limiter à 120 %.
- Une baisse du taux de couverture des crédits par les ressources du marché monétaire de 4,4% pour se limiter à 11,9%.
- 20 banques affichent un LCR supérieur à 100% contre 7 banques uniquement en 2018.

***Tableau 21: Indicateurs de liquidité des banques résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| Actifs liquides[25]/Total actif en DT | 6,7% | 5,3% | 6,3% |
| Ratio « Crédits / Dépôts »[26] | 135,0% | 130,7% | 120,0% |
| Taux de couverture des crédits par les ressources du marché monétaire | 12,8% | 16,3% | 11,9% |

[25] Actifs liquides selon la définition de la circulaire n°2014-14 du 10 novembre 2014 relative au ratio de liquidité.
[26] Tel que défini par la circulaire aux banques n°2018-10 du 1er novembre 2018.

Toutefois, la situation de certaines banques demeure préoccupante avec :

- 3 banques qui présentent des LCR à peine supérieur au minimum réglementaire (inférieurs à 102%)
- 6 banques qui affichent un ratio C/D supérieur à 130%.

***Tableau 22: Évolution de la répartition du ratio de liquidité des banques résidentes***

| Seuil du LCR | déc.-18 | | déc.-19 | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre de banques | Part dans le total actif | Nombre de banques | Part dans le total actif |
| Supérieur à 100% | 7 | 25,80% | 20 | 99,20% |
| Supérieur à 90% | 7 | 30,60% | - | - |
| Supérieur à 80% | 1 | 3,30% | - | - |
| **Inférieur à 80%** | **6** | **40,30%** | **1** | **0,80%** |

## *3.2. Risque de crédit*

Malgré la poursuite des difficultés économiques, les banques sont parvenues à maîtriser leurs indicateurs de risque de crédit comme en témoigne l'analyse des principaux paramètres de défaut du portefeuille crédit avec :

- Un taux de migration moyen des créances courantes vers les créances classées de 2,4% contre 2,7% au titre de 2018, en lien avec la baisse du risque additionnel de 47 MDT pour s'établir à 1977 MDT à fin 2019.
- La poursuite de la maîtrise de la part des créances classées, pour la quatrième année consécutive, pour stagner à 13,4% les deux dernières années en lien avec les opérations de cession et radiation des créances pour 465 MDT.

***Tableau 23: Paramètres de défaut des banques résidentes***

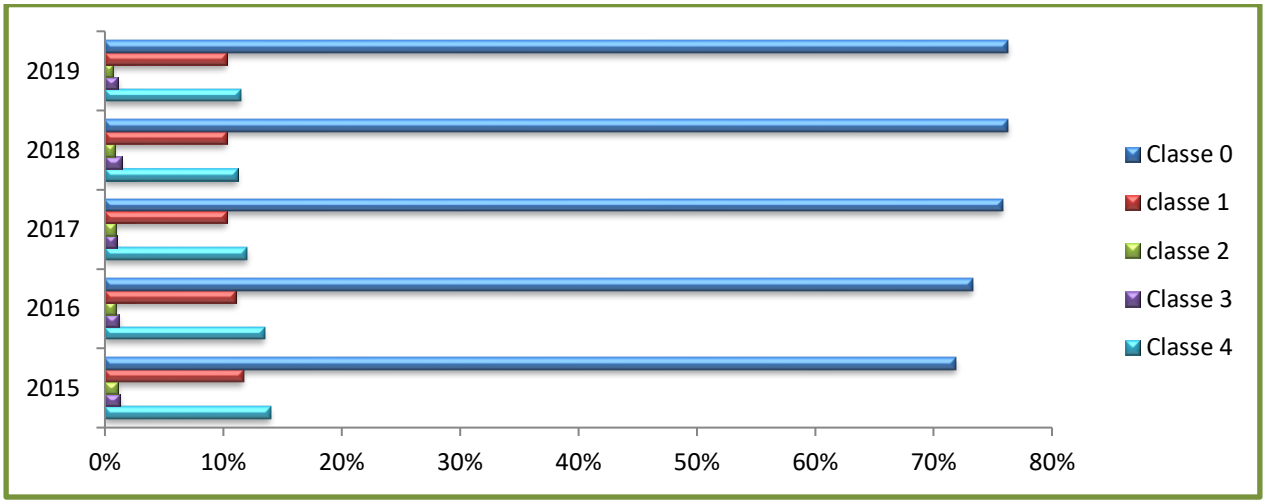
| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| Taux d'impayés | 5,4% | 6,0% | 5,7% |
| Encours des créances classées (MDT) | 12 192 | 13 011 | 13 466 |
| Part des créances classées dans le total des engagements | 13,9% | 13,4% | 13,4% |
| Part des créances classées 4 | 12,0% | 12,0% | 11,2% |
| Taux de migration moyen | 2,4% | 2,7% | 2,4% |
| Part des créances courantes | 86,1% | 86,6% | 86,6% |

La structure des engagements par classe n'a pas changé par rapport aux années précédentes avec une prépondérance de la classe 4 qui représente 86,4% des créances classées.

Malgré l'amélioration des paramètres de défaut, l'importance de la part des créances classées demeure un défi majeur pour les banques tunisiennes. En effet :

- Bien qu'ayant poursuivi une tendance baissière au cours des quatre dernières années, la part des créances classées 4 dans le total engagement demeure élevée (aux alentours de 11%) et ce, depuis plusieurs années ce qui nécessite une stratégie nationale de résolution de l'ancien stock des créances classées.

***Graphique 8: Ventilation des engagements par classe***




- 11 banques affichent une part des créances classées supérieures à 15% et détiennent 33,6 % du total actif du secteur.

***Tableau 24: Répartition de la part des créances classées des banques résidentes à fin 2019***

| Seuil de la part des créances classées | Nombre de banques | Part dans le total actif (%) |
|---|---|---|
| Inférieur à 10% | 8 | 40,4 |
| Entre 10% et 15% | 4 | 26,0 |
| Supérieur à 15% | 11 | 33,6 |

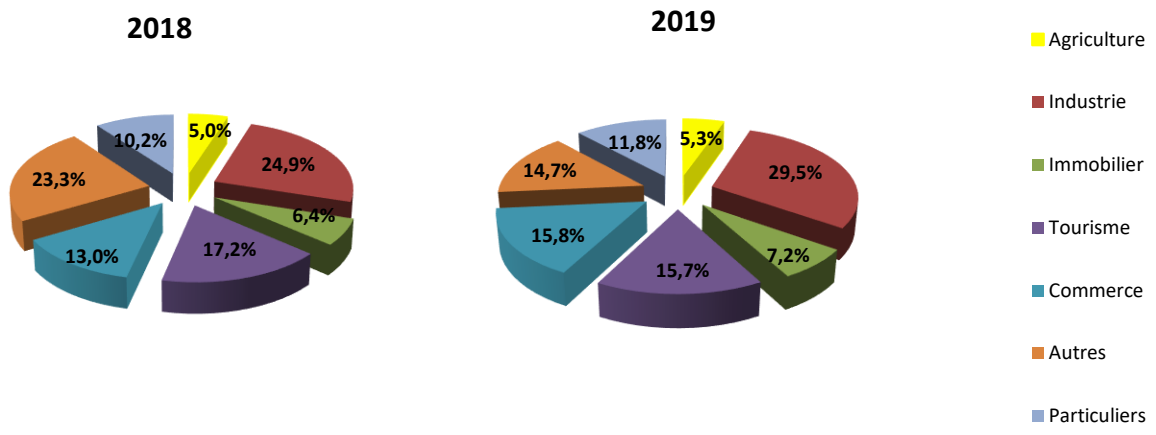
- 47,3% et 27,4% respectivement des créances des secteurs touristique et agricole sont classées, néanmoins, la part globale des engagements dans ces deux secteurs est aux alentours de 7% du total engagement des banques ;

***Tableau 25: Évolution des parts des créances classées dans le total engagement par secteur (en %)***

| Secteur d'activité | 2018 | 2019 |
|---|---|---|
| Agriculture | 27,2 | 27,4 |
| Industrie | 11,7 | 13,9 |
| Commerce | 11,0 | 12,7 |
| Tourisme | 49,0 | 47,3 |
| Promotion immobilière | 15,3 | 16,8 |
| **Total engagement professionnel** | **15,9** | **15,2** |
| **Particuliers** | **5,5** | **6,5** |

- La ventilation des créances classées par secteur d'activité montre, au même titre que l'année précédente, une concentration sur les secteurs industriel et touristique qui accaparent 45,2% de l'encours des créances classées.

***Graphique 9: Évolution de la répartition sectorielle de l'encours des créances classées des banques résidentes***




Les banques ont poursuivi leur effort en matière de couverture des créances classées par les provisions comme en témoignent :

- La hausse du taux de couverture des créances classées par les provisions de 0,8 point de pourcentage passant de 55,6% en 2018 à 56,4%.
- L'affectation de 14,7% du PNB réalisé par le secteur bancaire au titre de 2019 aux dotations aux provisions pour risque de crédit.

***Tableau 26: Indicateurs de couverture des risques des banques résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| Taux de couverture des créances classées par les provisions | 57,0% | 55,6% | 56,4% |
| Taux des provisions collectives / Engagements 0 et 1 | 0,7% | 0,8% | 0,8% |
| Coût du risque | 1,0% | 1,1% | 1,0% |
| Dotations aux provisions /PNB | 16,5% | 17,2% | 14,7% |

L'analyse par banque du taux de couverture des créances classées par les provisions fait ressortir des disparités. En effet, 14 banques détenant 88,3% du total actif présentent des taux supérieurs à 50%.

***Tableau 27: Répartition du taux de couverture des créances classées par les provisions à fin 2019***

| Taux de couverture des créances classées par les provisions | Nombre de banques | Part dans le total actif (%) |
|---|---|---|
| Inférieur à 50% | 9 | 11,7 |
| Entre 50% et 60% | 6 | 42,0 |
| Supérieur à 60% | 8 | 46,3 |

## 4. Exploitation et indicateurs de rentabilité

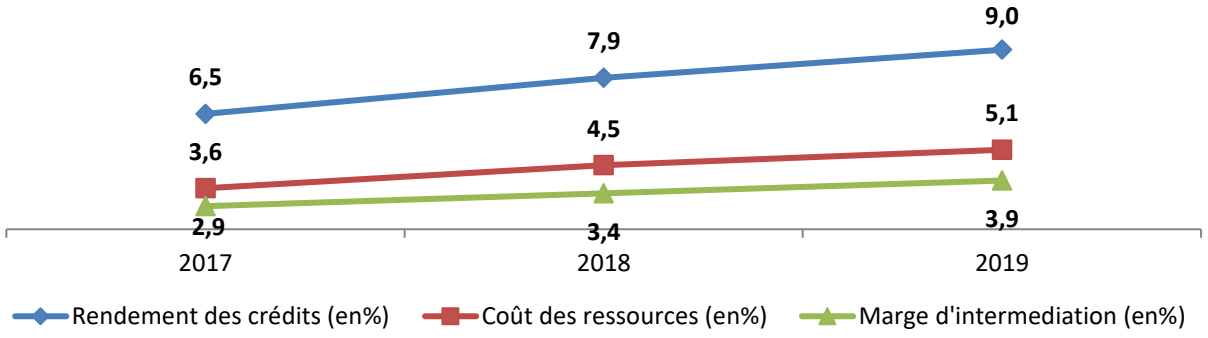
En dépit du ralentissement sensible de l'activité bancaire, la marge d'intérêts des banques résidentes a augmenté quoiqu'à un rythme moins important que celui de 2018 (510 MDT ou 20,1% en 2019) pour s'établir à 3048 MDT et ce, en relation avec la hausse du Taux de marché monétaire et de l'amélioration du profil de risque de crédit des banques.

***Tableau 28 : Évolution des composantes du PNB des banques résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019 | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| Intérêts et revenus assimilés | 4 731 | 6 389 | 7 769 | 1 658 | 35,0 | 1 380 | 21,6 |
| Intérêts encourus et charges assimilées | 2 679 | 3 851 | 4 721 | 1 172 | 43,7 | 870 | 22,6 |
| **Marge d'intérêts** | **2 052** | **2 538** | **3 048** | **486** | **23,7** | **510** | **20,1** |
| Commissions nettes | 941 | 1 054 | 1 171 | 113 | 12,0 | 117 | 11,1 |
| Gains nets sur opérations de change | 739 | 623 | 581 | -116 | -15,7 | -42 | -6,7 |
| Revenus du portefeuille investissement | 390 | 655 | 717 | 265 | 67,9 | 62 | 9,5 |
| **Produit net bancaire** | **4 122** | **4 870** | **5 517** | **748** | **18,1** | **647** | **13,3** |

En termes relatifs, la marge d'intermédiation s'est améliorée de 50 points de base pour s'établir à 3,9% à fin 2019, résultant de l'augmentation plus importante du rendement du portefeuille crédit par rapport au coût des ressources soit 110 contre 60 points de base.

***Graphique 10: Évolution du coût des ressources et du rendement des crédits des banques résidentes***



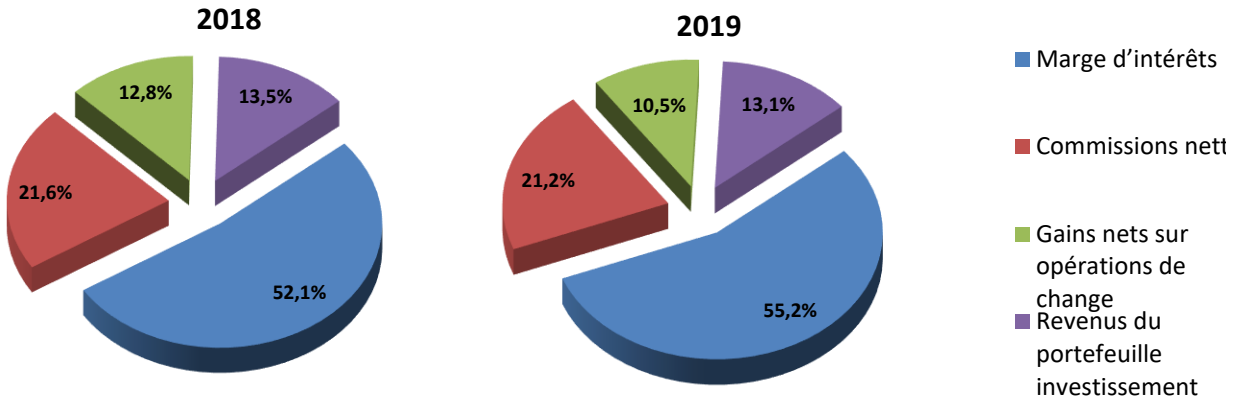

Les gains nets sur opérations de change ont baissé pour la deuxième année consécutive suite à l'appréciation du dinar.

Suite à ces évolutions :

- Le PNB a évolué de 13,3% contre 18,1% en 2018 en lien avec le ralentissement de l'activité des crédits.

  La contribution de la part de la marge d'intérêts dans la structure du PNB s'est consolidée de 3,1 points de pourcentage pour représenter 55,2%.

***Graphique 11: Évolution de la structure du PNB des banques résidentes***




- Le coefficient d'exploitation s'est amélioré de 1,9 point de pourcentage pour s'établir à 45% en lien avec l'augmentation des charges opératoires (+8,7%) à un rythme moins soutenu que le PNB (+13,3%).
- Le taux de couverture des frais du personnel par les commissions s'est amélioré de 2,6 points de pourcentage pour s'établir à 69,1%.

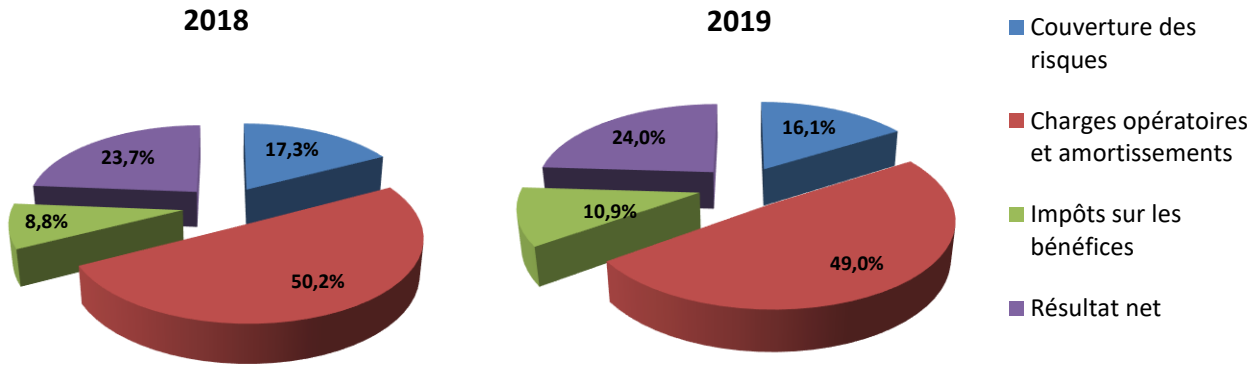
***Tableau 29: Répartition du PNB des banques résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019 | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| **Produit net bancaire** | **4 122** | **4 870** | **5 517** | **748** | **18,1** | **647** | **13,3** |
| (-) Dotations nettes aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif | 678 | 839 | 810 | 161 | 23,7 | -29 | -3,5 |
| (-) Dotations nettes aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille investissement | -56 | 7 | 73 | 63 | -112,5 | 66 | 942,9 |
| (+) Autres produits d'exploitation | 46 | 52 | 52 | 6 | 13,0 | 0 | 0,0 |
| (-)Charges opératoires | 1 949 | 2 285 | 2 484 | 336 | 17,2 | 199 | 8,7 |
| *Dont frais du personnel* | *1 476* | *1 586* | *1 695* | *110* | *7,5* | *109* | *6,9* |
| (-)Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations | 152 | 171 | 195 | 19 | 12,5 | 24 | 14,0 |
| **Résultat d'exploitation** | **1 445** | **1 620** | **2 007** | **175** | **12,1** | **387** | **23,9** |
| (+/-)Autres éléments ordinaires et éléments extraordinaires | -59 | -32 | -99 | 27 | - | -67 | - |
| (-)Impôts sur les bénéfices | 327 | 431 | 595 | 104 | 31,8 | 164 | 38,1 |
| **Résultat net** | **1 059** | **1 157** | **1 313** | **98** | **9,3** | **156** | **13,5** |

Le PNB total réalisé par le secteur en 2019 a été affecté comme suit :

- 49 % pour couvrir les charges opératoires et les amortissements,
- 16,1% pour couvrir le risque crédit contre 17,3% en 2018,
- 10,9% au titre des impôts sur les bénéfices, et
- 24% au titre du résultat net de l'exercice.

***Graphique 12: Répartition du PNB[27] des banques résidentes***




[27] Compte tenu des autres produits d'exploitation et des gains ou pertes sur les autres éléments ordinaires et extra-ordinaires

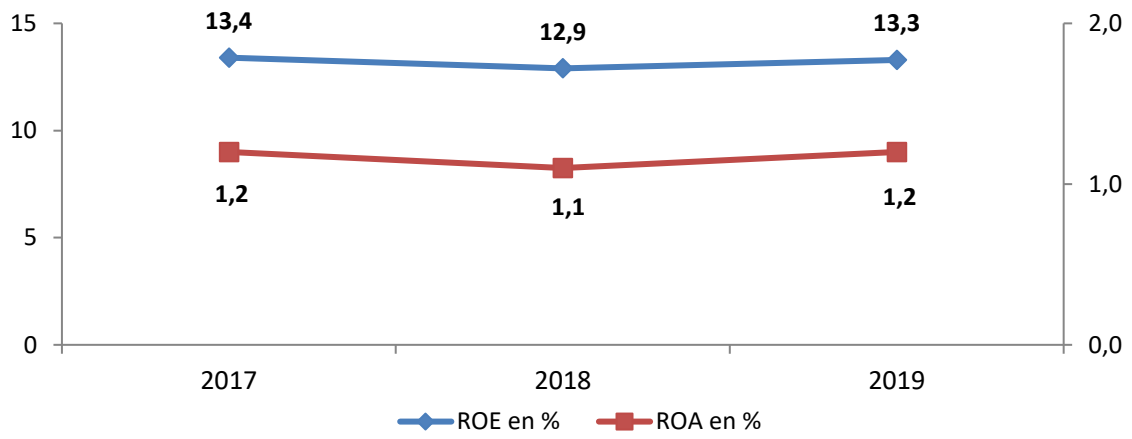
L'année 2019 a été marquée par la progression à deux chiffres du résultat net dégagé par le secteur bancaire soit 13,5% contre 9,3% pour s'établir à 1 313 MDT.

Cette augmentation est la résultante de l'effet combiné des facteurs suivants :

- l'augmentation du TMM ;
- la baisse de l'encours des dotations nettes aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif (29 MDT ou -3,5%) ;
- et le ralentissement du rythme de progression des charges opératoires (+8,7% contre +17,2% en 2018).

Par conséquent, les indicateurs de rentabilité se sont situés à des niveaux globalement satisfaisants et en progression par rapport à l'année précédente, soit un ROA de 1,2% (+0,1%) et un ROE de 13,3% (+0,4%).

***Graphique 13: Évolution des indicateurs de rentabilité des banques résidentes***



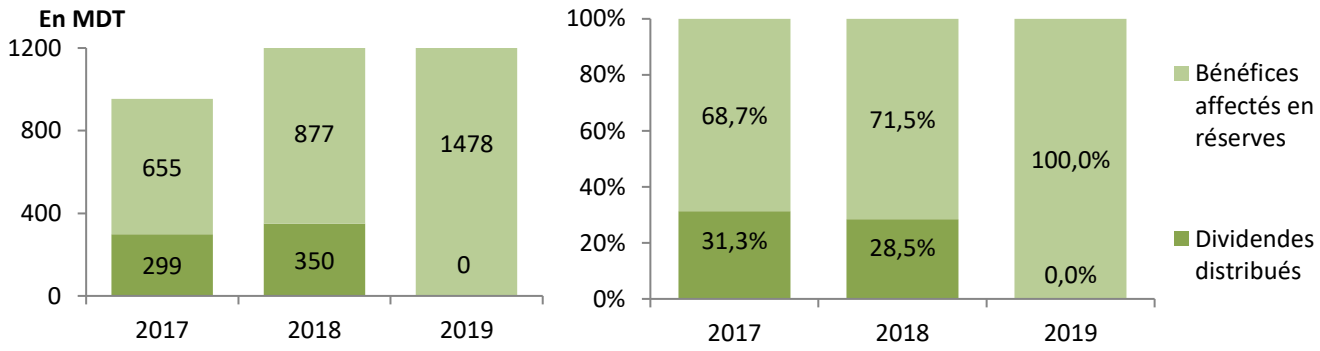

Au titre de 2019, 16 banques ont affiché un résultat bénéficiaire avec un bénéfice cumulé de 1 478 MDT (contre 18 banques avec un bénéfice cumulé de 1 227 MDT en 2018) et 7 banques ont affiché un résultat déficitaire s'élevant à 165 MDT (contre 70 MDT de perte affichée par 5 banques en 2018).

Le bénéfice cumulé de 2019 a été en totalité affecté en réserves suite à la décision de la BCT[28] d'inviter les banques et les établissements financiers à suspendre toute mesure de distribution de dividendes au titre de l'exercice 2019 et de s'abstenir d'effectuer toute opération de rachat de leurs propres actions, et ce en vue de

[28] Note aux banques et aux établissements financiers N°2020-17 du 1 er avril 2020.

renforcer leurs fonds propres pour faire face aux risques potentiels liés aux retombées de la pandémie COVID-19 sur les secteurs économiques.

***Graphique 14: Évolution de la répartition des bénéfices des banques résidentes[29]***




## 5. Analyse de l'adéquation des fonds propres

Les banques ont poursuivi en 2019 leur effort pour renforcer leurs fonds propres qui ont atteint 11 885 MDT soit à un rythme de 15,7% contre une augmentation des risques encourus de 2,7%.

Cette augmentation provient à concurrence de 91,5% des bénéfices non distribués.

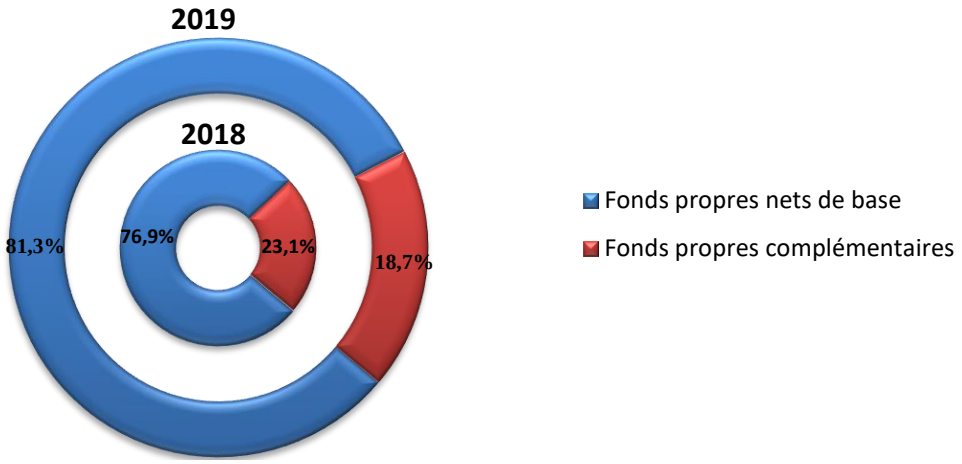
***Tableau 30: Évolution des fonds propres et des risques encourus des banques résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019 | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| Fonds propres nets de base | 6 975 | 7 898 | 9 666 | 923 | 13,2 | 1 768 | 22,4 |
| Capital | 3 587 | 3 693 | 3 892 | 106 | 3,0 | 199 | 5,4 |
| Réserves et autres éléments des FP | 5 167 | 5 833 | 7 509 | 666 | 12,9 | 1 676 | 28,7 |
| Éléments à déduire | (1 779) | (1 628) | (1 735) | -151 | -8,5 | 107 | 6,6 |
| Fonds propres complémentaires | 2 354 | 2 372 | 2 219 | 18 | 0,8 | -153 | -6,5 |
| **Fonds propres nets** | **9 329** | **10 270** | **11 885** | **941** | **10,1** | **1 615** | **15,7** |
| **Risques encourus** | **78 961** | **87 934** | **90 286** | **8 973** | **11,4** | **2 352** | **2,7** |

A la faveur des politiques prudentes en matière de distribution des bénéfices pratiquées par la plupart des banques, le secteur bancaire a enregistré une consolidation de la part des fonds propres de base pour constituer 81,3% des fonds propres nets contre 76,9% en 2018, ce qui témoigne de la consistance de la qualité des fonds propres du secteur bancaire.

[29] Compte non tenu des résultats déficitaires.

***Graphique 15: Évolution de la structure des fonds propres des banques résidentes***




L'encours des risques encourus du secteur bancaire a augmenté de 2,7% contre 11,4% l'année précédente en lien avec l'élargissement, en 2019, des exigences en fonds propres pour couvrir les risques de marché, en plus des risques de crédit et des risques opérationnels.

Malgré cette exigence additionnelle, les banques sont parvenues à consolider leurs ratios de solvabilité et Tier 1 qui ont atteint 13,2% et 10,7% respectivement en 2019.

***Tableau 31: Évolution des ratios moyens de solvabilité et Tier 1 des banques résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| Ratio de solvabilité | 11,8 | 11,7 | 13,2 |
| Ratio Tier 1 | 8,8 | 9,0 | 10,7 |

La distribution des ratios de solvabilité et Tier 1 fait ressortir certaines disparités entre les banques. En effet,

- 18 banques accaparant 90,4% du total actif du secteur affichent à fin 2019 un ratio de solvabilité supérieur à 11% contre 14 banques détenant 50,3% du total actif du secteur en 2018.
- 19 banques détenant 96,5% du total actif du secteur affichent, à fin 2019, un ratio Tier 1 supérieur à 8% contre 17 banques détenant 72,3% du total actif du secteur en 2018.

- 4 banques avec une part de marché en terme d'actif de 3,5% se trouvent, en 2019, dans une situation de non-respect du ratio minimum Tier 1 de 7% contre 3 banques avec une part de marché en terme d'actif de 1,8% en 2018.

***Tableau 32: Répartition du ratio de solvabilité et du ratio Tier 1 des banques résidentes à fin 2019***

| | 2018 | | 2019 | |
|---|---|---|---|---|
| | **Nombre de banques** | **Part dans le total actif** | **Nombre de banques** | **Part dans le total actif** |
| **Seuil du ratio de solvabilité** | | | | |
| Supérieur à 11% | 14 | 50,3% | 18 | 90,4% |
| Entre 10% et 11% | 6 | 47,8% | 1 | 6,1% |
| Inférieur à 10%[30] | 3 | 1,9% | 4 | 3,5% |
| **Seuil du ratio Tier 1** | | | | |
| Supérieur à 8% | 17 | 72,3% | 19 | 96,5% |
| Entre 7% et 8% | 3 | 25,9% | 0 | 0,0% |
| Inférieur à 7%[31] | 3 | 1,8% | 4 | 3,5% |

## Section III- Activité et situation financière des banques s'adonnant à des opérations islamiques

La présence des banques islamiques dans le paysage bancaire s'est consolidée avec des parts en hausse en 2019 de 0,4% au niveau du total actif, de 0,6% au niveau des dépôts et 0,8% au niveau des crédits pour s'établir à 6%, 6,9% et 5,6% respectivement.

### 1. Évolution des emplois d'exploitation

Les emplois d'exploitation des banques islamiques s'élèvent, au terme de l'année 2019, à 5501 MDT enregistrant une augmentation de 1052 MDT ou 23,6% par rapport à l'année 2018. Le portefeuille crédit des banques islamiques s'élève à 4752 MDT composé principalement d'opérations Mourabaha (68,8%) et Ijara (17,5%).

[30] Le minimum réglementaire pour le ratio de solvabilité.
[31] Le minimum réglementaire pour le ratio Tier 1.

***Tableau 33: Évolution des emplois d'exploitation des banques islamiques***

| | 2017 | 2018 | 2019 | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| Portefeuille Mourabaha | 2 113 | 2 667 | 3 267 | 554 | 26,2 | 600 | 22,5 |
| Vente à tempérament | 134 | 103 | 54 | -31 | -23,1 | -49 | -47,6 |
| Portefeuille Ijara | 527 | 678 | 831 | 151 | 28,7 | 153 | 22,6 |
| Créances rattachées aux comptes de la clientèle | 34 | 42 | 68 | 8 | 23,5 | 26 | 61,9 |
| Impayés, créances immobilisées, arrangements et rééchelonnements | 187 | 271 | 296 | 84 | 44,9 | 25 | 9,2 |
| Titres de placement et de participation | 346 | 551 | 749 | 205 | 59,2 | 198 | 35,9 |
| Autres financement | 99 | 137 | 236 | 38 | 38,4 | 99 | 72,3 |
| **Total emplois d'exploitation** | **3 440** | **4 449** | **5 501** | **1 009** | **29,3** | **1 052** | **23,6** |

## 2. Évolution des ressources d'exploitation

Les ressources des banques islamiques ont évolué, en 2019, à un rythme moins soutenu qu'en 2018, soit 16,6% contre 21,3%. Les dépôts des banques s'adonnant à des opérations islamiques s'élèvent à 5340 MDT et sont constitués à hauteur de 32,8% par des comptes à vue, de 37,5% par des comptes d'épargne et de 20,2% par des dépôts participatifs.

***Tableau 34 : Évolution des ressources d'exploitation des banques islamiques***

| | 2017 | 2018 | 2019 | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| Comptes à vue | 1215 | 1481 | 1721 | 266 | 21,9 | 240 | 16,2 |
| Comptes d'épargne | 1282 | 1646 | 1966 | 364 | 28,4 | 320 | 19,4 |
| Dépôts participatifs non affectés | 495 | 635 | 656 | 140 | 28,3 | 21 | 3,3 |
| Dépôts participatifs affectés | 455 | 296 | 402 | -159 | -34,9 | 106 | 35,8 |
| Ressources à moyen et long termes | 200 | 157 | 100 | -43 | -21,5 | -57 | -36,3 |
| Autres | 126 | 363 | 495 | 237 | 188,1 | 132 | 36,4 |
| **Total ressources d'exploitation** | **3 773** | **4 578** | **5 340** | **805** | **21,3** | **762** | **16,6** |

Les ressources à moyen et longs termes des banques islamiques ont diminué pour la troisième année consécutive avec un rythme plus accentué en 2019 (36,3% contre 21,5% en 2018 et 20% en 2017). Désormais, ces ressources ne constituent plus que 1,9% du total ressources d'exploitation des banques islamiques contre 5,3% en 2017.

## 3. Risque de crédit

L'encours des créances classées des banques islamiques s'est inscrit en hausse de 57 MDT ou 17,1% par rapport à 2018 pour s'élever à 392 MDT.

***Tableau 35: Indicateurs de couverture des risques des banques islamiques***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| Encours des créances classées (MDT) | 232 | 335 | 392 |
| Part des créances classées dans le total des engagements (%) | 6,9 | 8,1 | 7,0 |
| Encours des provisions (MDT) | 48 | 76 | 102 |
| Taux de couverture des créances classées par les provisions (%) | 21,5 | 25,6 | 29,2 |

Les indicateurs de défaut des banques islamiques ont connu une légère amélioration comme en témoignent :

- La baisse de la part des créances classées de 1,1 point de pourcentage pour s'établir à 7% contre 8,1% en 2018.
- L'amélioration du taux de provisionnement des créances classées de 3,6 points de pourcentage pour s'élever à 29,2%.

## 4. Exploitation et indicateurs de rentabilité

Le PNB des banques islamiques s'est amélioré au même rythme que 2018 soit 18,5% pour atteindre 276 MDT contre 233 MDT en 2018, il demeure toutefois dominé par la forte contribution de la marge de profit, soit 64,4%.

***Tableau 36 : Évolution des comptes d'exploitation des banques islamiques***

| | | | | Variations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2017 | 2018 | 2019 | 2018/2017 | | 2019/2018 | |
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| Marge de profit | 135 | 141 | 178 | 6 | 4,4 | 37 | 26,2 |
| Commissions | 35 | 51 | 59 | 16 | 45,7 | 8 | 15,7 |
| **PNB** | **196** | **233** | **276** | **37** | **18,9** | **43** | **18,5** |
| Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations | 19 | 22 | 24 | 3 | 15,8 | 2 | 9,1 |
| Dotations nettes aux provisions | 15 | 24 | 35 | 9 | 60,0 | 11 | 45,8 |
| Charges opératoires | 139 | 165 | 190 | 26 | 18,7 | 25 | 15,2 |
| **Résultat net** | **14** | **24** | **61** | **10** | **71,4** | **37** | **154,2** |

Le coefficient d'exploitation des banques islamiques s'est amélioré de 2 points de pourcentage par rapport à 2018 pour se situer 68,8% ; lequel niveau demeure élevé vu que les 3 banques se trouvent en phase d'expansion.

Le résultat net des banques islamiques a enregistré une augmentation exceptionnelle de 154,2% pour atteindre 61 MDT contre 24 MDT.

Le poids des charges opératoires et d'amortissements continuent à peser sur la rentabilité des banques islamiques ce qui explique la stagnation des indicateurs de rentabilité de ces banques avec un ROA de 0,3% et un ROE de 3,1%.

***Tableau 37: Évolution des indicateurs de rentabilité des banques islamiques***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| Rentabilité des actifs (ROA) | 0,3% | 0,3% | 0,3% |
| Rentabilité des fonds propres (ROE) | 2,7% | 3,4% | 3,1% |

## 5. Analyse de l'adéquation des fonds propres

Les ratios de solvabilité moyens des banques islamiques sont globalement satisfaisants et procurent aux 3 banques des marges confortables pour le développement de leurs activités.

***Tableau 38: Évolution des ratios moyens de solvabilité et Tier 1 des banques islamiques***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| Ratio Tier 1 | 13,3% | 12,8% | 13,3% |
| Ratio de solvabilité | 17,8% | 17,3% | 17,1% |

## Section IV- Activité et situation financière des établissements de leasing

Le crédit-bail continu à constituer la composante principale dans la structure de l'actif des établissements de leasing, néanmoins sa part a baissé en 2019 de 0,8 point de pourcentage.

***Tableau 39: Structure bilancielle des établissements de leasing***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| **Emplois** | | | |
| Crédit-bail | 94,2% | 93,8% | 93,0% |
| Portefeuille titres | 4,1% | 4,3% | 4,8% |
| Immobilisations | 1,7% | 1,9% | 2,2% |
| **Ressources** | | | |
| Ressources bancaires | 40,1% | 43,2% | 41,1% |
| Ressources obligataires | 28,1% | 25,3% | 21,2% |
| Ressources extérieures | 12,0% | 11,4% | 15,1% |
| Fonds propres et provisions | 19,8% | 20,1% | 22,6% |

La structure des ressources a été marquée par la consolidation de la part des ressources extérieures de 3,7 points de pourcentage pour atteindre 15,1% en 2019 et ce, aux dépens de la part des ressources bancaires et obligataires.

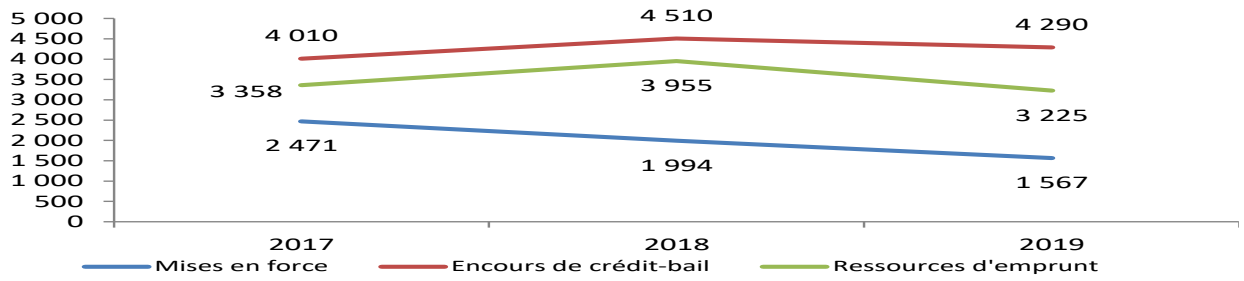
Parallèlement, les parts des fonds propres et des provisions représentent presque 23% du total ressources des sociétés de leasing.

## 1. Évolution des emplois et des ressources d'exploitation

Le secteur du leasing a connu un ralentissement continu de son activité depuis 2018. En effet, les mises en force ont enregistré une baisse de 19% en 2018 et de 21% en 2019 pour s'établir à 1567 MDT à fin 2019. Ce ralentissement de l'activité a concerné toutes les sociétés du secteur.

Conséquemment, l'encours du crédit-bail du secteur a baissé de 5% pour se situer à 4290 MDT à fin 2019 ; financé à hauteur de 75% par des ressources d'emprunt, dont 47% sous forme d'emprunts bancaires, 26% d'emprunts obligataires et 19% sous forme de ressources extérieures.

***Graphique 16: Évolution des indicateurs d'activité des établissements de leasing***




La baisse de l'activité du secteur du leasing au cours des dernières années s'explique principalement par :

- Une liquidité tendue au niveau des banques et un assèchement de la liquidité sur le marché obligataire qui constituent les principales sources de refinancement du secteur du leasing.

***Tableau 40 Évolution des ressources d'emprunt des établissements de leasing***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| **Ressources d'emprunt (en MDT) dont :** | **3 358** | **3 955** | **3 225** |
| Ressources bancaires | 47,6% | 45,0% | 46,6% |
| Ressources obligataires | 34,5% | 25,8% | 26,0% |
| Ressources spéciales | 15,3% | 15,3% | 18,5% |

- Le renchérissement du coût des ressources à la suite des hausses successives du taux directeur au cours des dernières années.

***Tableau 41 : Évolution du cout des ressources des établissements de leasing***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| Coût des ressources (en%) | 8,0 | 8,8 | 9,7 |

- Le ralentissement de la demande en rapport avec une conjoncture économique défavorable qui s'est répercutée sur le prix du matériel roulant qui représente près des trois quarts de l'activité du secteur.

## 2. Indicateurs de risque et de solidité financière

### *2.1. Risque de liquidité et de taux*

Le secteur du leasing demeure dépendant des ressources bancaires qui adossent 32% des crédits ce qui l'expose à :

- des risques élevés de refinancement et de transformation d'échéances,
- un risque important de taux vu que les emplois sont assortis de taux fixes alors que 28% des ressources sont à taux variables.

***Tableau 42:Indicateurs de risque de liquidité et de taux des établissements de leasing***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| Taux de couverture des crédits par les ressources obligataires, extérieures et les fonds propres et provisions | 56,7% | 52,9% | 56,6% |
| Taux de couverture des crédits par les ressources obligataires et extérieures | 39,0% | 34,9% | 35,7% |
| Ressources bancaires/total ressources | 33,4% | 32,7% | 28,2% |
| Ressources obligataires /total ressources | 24,3% | 20,6% | 18,7% |

### *2.2. Risque de crédit*

Le secteur de leasing a subi une conjoncture économique difficile qui a pesé sur sa qualité des actifs comme en témoigne l'augmentation considérable de 20,3% des créances classées par rapport à fin 2018, soit près de 70 MDT et la baisse des créances courantes de près de 8,9% ou 385 MDT.

Le taux de créances classés des établissements de leasing est passé à un niveau très élevé en 2019, soit 9,2%, après qu'il s'est relativement stabilisé durant la période 2016-2018 et le taux de couverture des créances classées par les provisions a baissé de 3,1 points de pourcentage revenant de 65,7% en 2018 à 62,6% en 2019.

***Tableau 43: Paramètres de défaut des établissements de leasing***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| Taux d'impayés | 5,0% | 4,0% | 7,4% |
| Encours des créances classées (MDT) | 322 | 330 | 397 |
| Taux de créances classées | 7,0% | 7,1% | 9,2% |
| Taux de migration moyen[32] | 3,7% | 2,6% | 3,2% |

La part des créances classées se répartit entre les différents établissements de leasing comme suit :

***Tableau 44: Répartition de la part des créances classées des établissements de leasing à fin 2019***

| Taux des créances classées | Nombre d'établissements | Part dans le total actif |
|---|---|---|
| Supérieur à 10% | 3 | 12,5% |
| Entre 7% et 10% | 3 | 12,7% |
| Inférieur à 7% | 2 | 74,8% |

***Tableau 45: Indicateurs de couverture des risques des établissements de leasing***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| Dotations aux provisions /Produit net du leasing | 12,5% | 13,9% | 28,4% |
| Dotations aux provisions/Risques additionnels | 18,0% | 22,6% | 35,6% |
| Coût du risque | 0,6% | 0,6% | 1,1% |
| Taux de couverture des créances classées par les provisions | 62,5% | 65,7% | 62,6% |
| Taux de couverture des créances de la classe 4 | 84,5% | 81,5% | 82,2% |
| Taux des provisions collectives | 0,5% | 0,5% | 0,6% |

La hausse des créances classées a fortement impacté le coût du risque qui a doublé, passant de 0,6% en 2018 à 1,1% en 2019, afin de couvrir les risques additionnels de l'exercice.

***Tableau 46: Répartition du taux de couverture des créances classées par les provisions pour les établissements de leasing à fin 2019***

| Taux de couverture des créances classées par les provisions | Nombre d'établissements | Part dans le total actif |
|---|---|---|
| Inférieur à 50% | 1 | 6,5% |
| Entre 50% et 70% | 6 | 57,6% |
| Supérieur à 70% | 1 | 35,9% |

## 3. Exploitation et indicateurs de rentabilité

Le produit net des établissements de leasing continu sa baisse observée en 2018 de -4,4% ou -8 MDT en 2019 contre -2,7% ou -5 MDT en 2018. Cette évolution

[32] Ce taux exprime le taux des créances courantes à l'année n-1 devenues classées à l'année n.

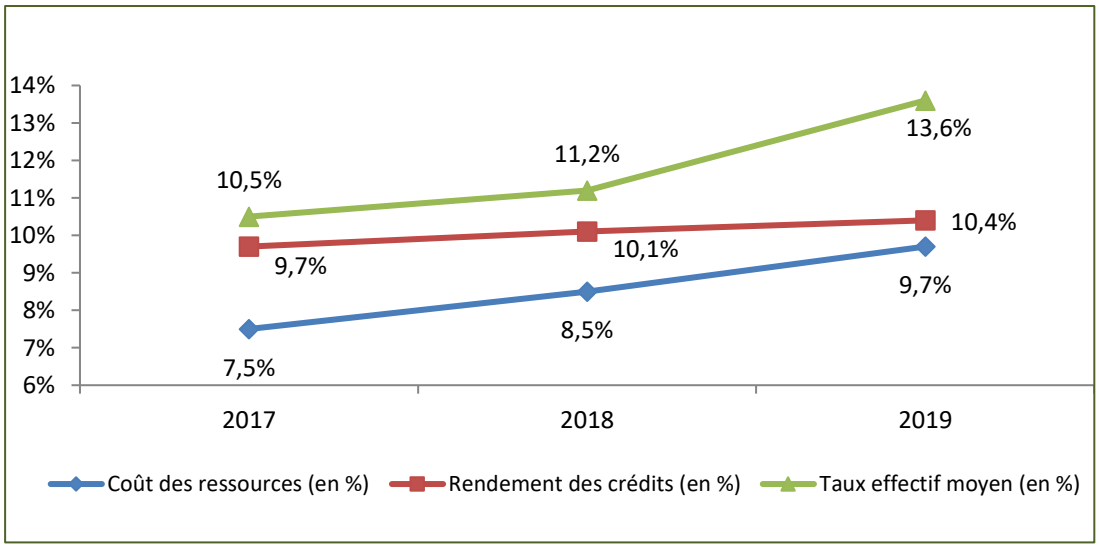
s'explique par le ralentissement de l'activité et le renchérissement des couts des ressources en affectant la marge d'intérêts qui a baissé de 5,2% ou 8 MDT.

***Tableau 47: Évolution du compte d'exploitation des établissements de leasing***

| | 2017 | 2018 | 2019 | Variations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 2018/2017 | | 2019/2018 | |
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| Marge d'intérêts | 168 | 154 | 146 | -14 | -8,3 | -8 | -5,2 |
| Produit net de leasing | 185 | 180 | 172 | -5 | -2,7 | -8 | -4,4 |
| Charges opératoires | 74 | 78 | 80 | 4 | 5,4 | 2 | 2,6 |
| Dotations nettes aux provisions[33] | 25 | 32 | 54 | 7 | 28,0 | 22 | 68,8 |
| Résultat d'exploitation | 82 | 65 | 32 | -17 | -20,7 | -33 | -50,8 |
| **Résultat net** | **59** | **47** | **22** | **-12** | **-20,3** | **-25** | **-53,2** |

Les sociétés de leasing ont été impactées par le ralentissement de l'activité et la hausse des coûts de ressources de 120 points de base. Malgré l'augmentation du taux effectif moyen, le rendement des crédits s'est stabilisé au niveau de 11%. Conséquemment, la marge nette d'intermédiation s'est rétrécie de 90 points de base comparé à fin 2018.

***Graphique 17: Évolution du coût des ressources, du rendement des crédits et du taux effectif moyen des établissements de leasing***




Le coefficient d'exploitation s'est détérioré de 3,2 points de pourcentage en 2019 par rapport à 2018, passant à 46,5%.

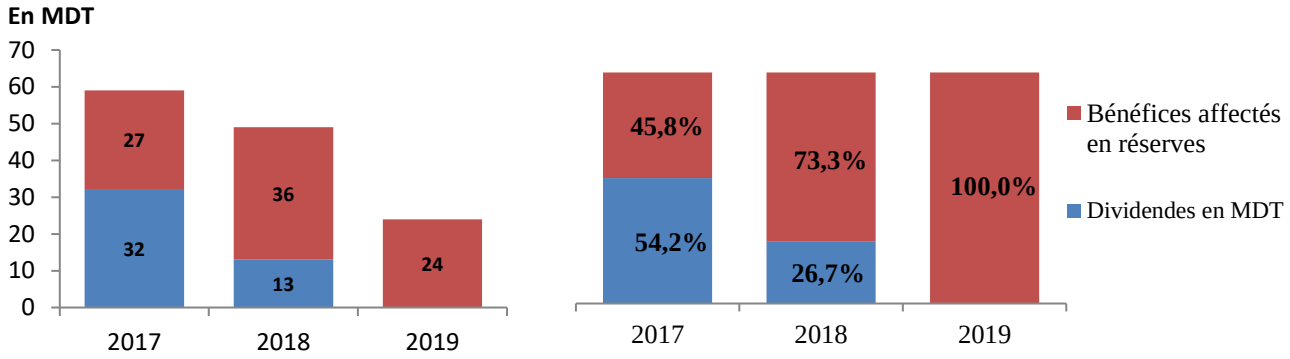
[33]Dotations nettes aux provisions et résultat de correction de valeurs sur les créances et le portefeuille investissement.

Le produit net du leasing réalisé au titre de 2019 a été affecté à hauteur de 31% pour couvrir le risque de crédit et 47% pour couvrir les charges opératoires contre respectivement 18% et 43% en 2018.

Conséquemment, le résultat net global du secteur s'est inscrit en baisse de 25 MDT ou 53%.

En application de la note de la BCT n° 2020-2017 du 1 er avril 2020, les établissements de leasing ont suspendu toute mesure de distribution de dividendes au titre de l'exercice 2019.

***Graphique 18: Évolution de la répartition des bénéfices des établissements de leasing***




Le ralentissement de l'activité, le rétrécissement de la marge d'intermédiation et l'augmentation du coût de risque ont pesé lourdement sur la rentabilité du secteur de leasing comme en témoigne la baisse de ses indicateurs de rentabilité.

***Tableau 48: Évolution des indicateurs de rentabilité des établissements de leasing***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| ROA | 1,4% | 1,0% | 0,5% |
| ROE | 11,8% | 9,3% | 5,1% |

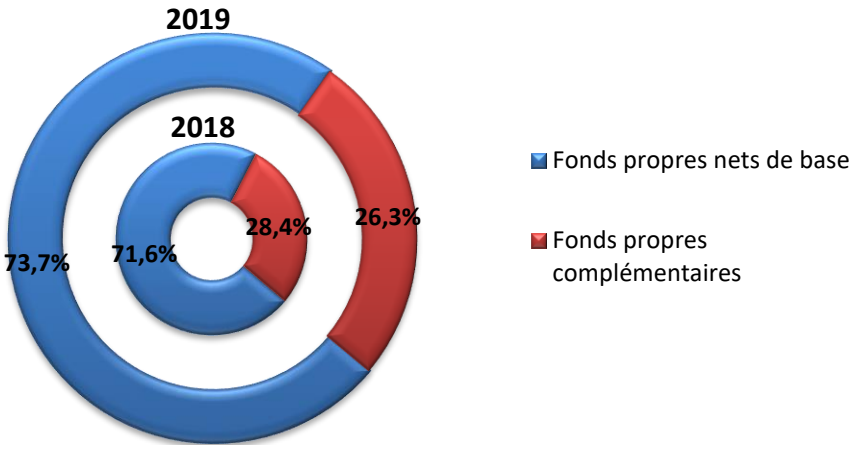
## 4. Analyse de l'adéquation des fonds propres

Les fonds propres nets du secteur du leasing se sont établis à 726 MDT à fin 2019, soit en augmentation de 44 MDT ou 6,5% par rapport à 2018, en provenance notamment des bénéfices non distribués au titre de 2019.

***Tableau 49: Évolution des fonds propres des établissements de leasing***

| | 2017 | 2018 | 2019 | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MDT | En % | En MDT | En % |
| Fonds propres nets de base | 469 | 488 | 535 | 19 | 4,1 | 47 | 9,6 |
| dont capital | 253 | 253 | 269 | 0 | 0,0 | 16 | 6,3 |
| Fonds propres complémentaires | 142 | 194 | 191 | 52 | 36,6 | -3 | -1,5 |
| Provisions collectives | 21 | 28 | 24 | 7 | 33,3 | -4 | -14,3 |
| Autres | 121 | 173 | 167 | 45 | 37,2 | 1 | 0,6 |
| **Fonds propres nets** | **611** | **682** | **726** | **71** | **11,6** | **44** | **6,5** |

***Graphique 19: Évolution de la structure des fonds propres des établissements de leasing***




Le ratio de solvabilité global pondéré du secteur s'est consolidé de 2 points de pourcentage pour s'établir à 16%, et le ratio Tier 1 s'est consolidé de 1,8 point de pourcentage pour s'établir à 11,8%.

***Tableau 50: Évolution du ratio de solvabilité et du ratio Tier 1 des établissements de leasing***

| | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|
| Ratio de solvabilité | 12,9% | 14,0% | 16% |
| Ratio Tier 1 | 9,9% | 10,0% | 11 ,8% |

Les indicateurs de solidité financière des établissements de leasing sont satisfaisants tel qu'illustré par le respect de tous les établissements des exigences réglementaires minimales en terme de solvabilité.

## Section V- Activité et situation financière des banques non-résidentes

### 1. Évolution des emplois d'exploitation

Les emplois des banques non-résidentes ont enregistré une augmentation de 6,5% ou 116 MUSD contre une baisse de 9,1% ou 179 MUSD en 2018. Cette augmentation a concerné essentiellement les placements bancaires à l'étranger (140 MUSD ou 47,1% contre -142 MUSD ou -32,3% en 2018).

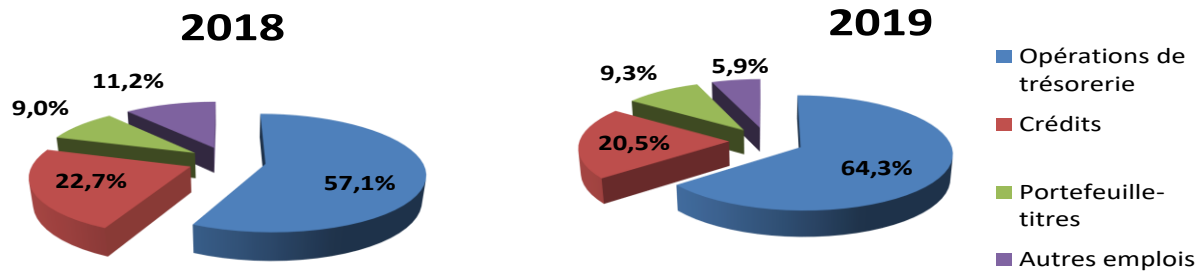
Toutefois, les crédits accordés à des résidents ont connu une baisse (-29 MUSD ou -16,0%) et la part des crédits à la clientèle dans le total des emplois a enregistré une baisse de 2,3 points de pourcentage pour se limiter à 20,5%.

***Tableau 51: Évolution des emplois des banques non-résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019* | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MUSD | En % | En MUSD | En % |
| **Opérations de trésorerie** | **1 234** | **1 019** | **1 223** | **-215** | **-17,4** | **204** | **20,0** |
| *dont : Placements bancaires* | 852 | 672 | 719 | -180 | -21,1 | 47 | 7,0 |
| *Installées en Tunisie* | 413 | 375 | 282 | -38 | -9,2 | -93 | -24,8 |
| *Installées à l'étranger* | 439 | 297 | 437 | -142 | -32,3 | 140 | 47,1 |
| **Crédits** | **478** | **406** | **389** | **-72** | **-15,1** | **-17** | **-4,2** |
| à des résidents | 330 | 181 | 152 | -149 | -45,2 | -29 | -16,0 |
| à des non-résidents | 148 | 225 | 237 | 77 | 52,0 | 12 | 5,3 |
| **Portefeuille-titres** | **169** | **160** | **177** | **-9** | **-5,3** | **17** | **10,6** |
| **Autres emplois** | **83** | **200** | **112** | **117** | **141,0** | **-88** | **-44,0** |
| **Total emplois d'exploitation** | **1 964** | **1 785** | **1 901** | **-179** | **-9,1** | **116** | **6,5** |

* Données provisoires.

***Graphique 20: Évolution de la structure des emplois d'exploitation des banques non-résidentes***




Les engagements par signature ont enregistré une baisse de 33,4% ou 149 MUSD provenant principalement de la baisse des confirmations de crédits documentaires de 72,8% ou 108 MUSD.

***Tableau 52: Évolution des engagements par signature des banques non-résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019* | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MUSD | En % | En MUSD | En % |
| Total engagement par signature | 611 | 446 | 297 | -165 | -27,0 | -149 | -33,4 |
| dont Confirmations de crédits documentaires | 249 | 148 | 40,3 | -101 | -40,6 | -108 | -72,8 |
| Ouvertures de crédits documentaires | 16 | 11 | 17 | -5 | -31,3 | 6 | 54,5 |
| Cautions et avals | 175 | 143 | 159 | -32 | -18,3 | 16 | 11,2 |

* Données provisoires.

## 2. Évolution des ressources d'exploitation

Les ressources d'exploitation des banques non-résidentes ont enregistré, en 2019, une hausse de leur encours de 14,9% ou 165 MUSD contre une diminution de 10,4% ou 111 MUSD une année auparavant.

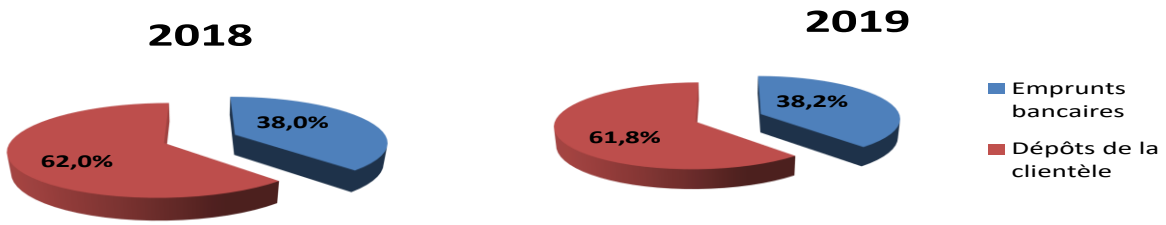
***Tableau 53: Évolution des ressources d'exploitation des banques non-résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019* | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MUSD | En % | En MUSD | En % |
| **Emprunts bancaires** | **503** | **421** | **487** | **-82** | **-16,3** | **66** | **15,7** |
| Installées en Tunisie | 182 | 173 | 173 | -9 | -4,9 | 0 | 0,0 |
| Installées à l'étranger | 321 | 248 | 314 | -73 | -22,7 | 66 | 26,6 |
| **Dépôts de la clientèle** | **735** | **688** | **787** | **-47** | **-6,4** | **99** | **14,4** |
| Résidente | 55 | 25 | 45 | -30 | -54,5 | 20 | 80,0 |
| Non-résidente | 680 | 663 | 742 | -17 | -2,5 | 79 | 11,9 |
| **Total ressources d'exploitation** | **1 238** | **1 109** | **1 274** | **-129** | **-10,4** | **165** | **14,9** |

* Données provisoires.

La structure des ressources fait ressortir une prépondérance des dépôts de la clientèle (61,8% contre 62 % en 2018), les ressources bancaires accaparent 38% du total des ressources.

***Graphique 21: Évolution de la structure des ressources d'exploitation des banques non-résidente***



## 3. Exploitation

Le produit net bancaire des banques non-résidentes a enregistré une forte augmentation de 6,5 MUSD ou 9,5% par rapport à 2018 pour s'établir à 74,8 MUSD. Cette hausse a concerné tous les soldes intermédiaires de gestion, comme en témoignent l'augmentation des revenus du portefeuille d'investissements, des gains nets sur opérations de change, des commissions nettes et de la marge d'intérêts.

Le résultat net a augmenté de 7,7 MUSD ou 23,3% contre une baisse de 0,6 MUSD ou 1,8% enregistrée une année auparavant.

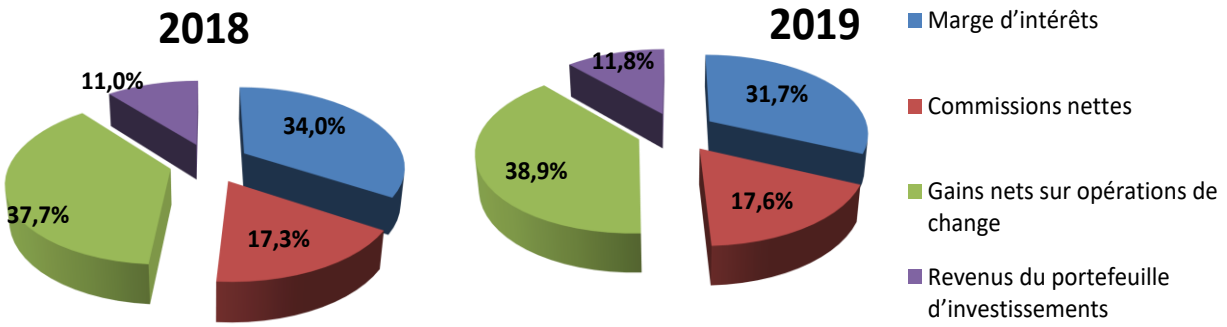
***Tableau 54: Évolution du compte d'exploitation des banques non-résidentes***

| | 2017 | 2018 | 2019* | Variations 2018/2017 | | Variations 2019/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En MUSD | En % | En MUSD | En % |
| Marge d'intérêts | 21,3 | 23,2 | 23,7 | 1,9 | 8,9 | 0,5 | 2,2 |
| Commissions nettes | 13,3 | 11,8 | 13,2 | -1,5 | -11,3 | 1,4 | 11,9 |
| Gains nets sur opérations de change | 25,5 | 25,8 | 29,1 | 0,3 | 1,2 | 3,3 | 12,8 |
| Revenus du portefeuille d'investissements | 6,5 | 7,5 | 8,8 | 1 | 15,4 | 1,3 | 17,3 |
| **Produit net bancaire** | **66,5** | **68,3** | **74,8** | **1,8** | **2,7** | **6,5** | **9,5** |
| Charges opératoires | 27,6 | 26,0 | 24,5 | -1,6 | -5,8 | -1,5 | -5,8 |
| Dotations nettes aux provisions | -2,6 | 1,7 | -18,5 | 4,3 | - | -20,2 | - |
| Résultat d'exploitation | 39,3 | 39,2 | 67,2 | -0,1 | -0,3 | 28 | 71,4 |
| **Résultat net** | **33,7** | **33,1** | **40,8** | **-0,6** | **-1,8** | **7,7** | **23,3** |

* Données provisoires.

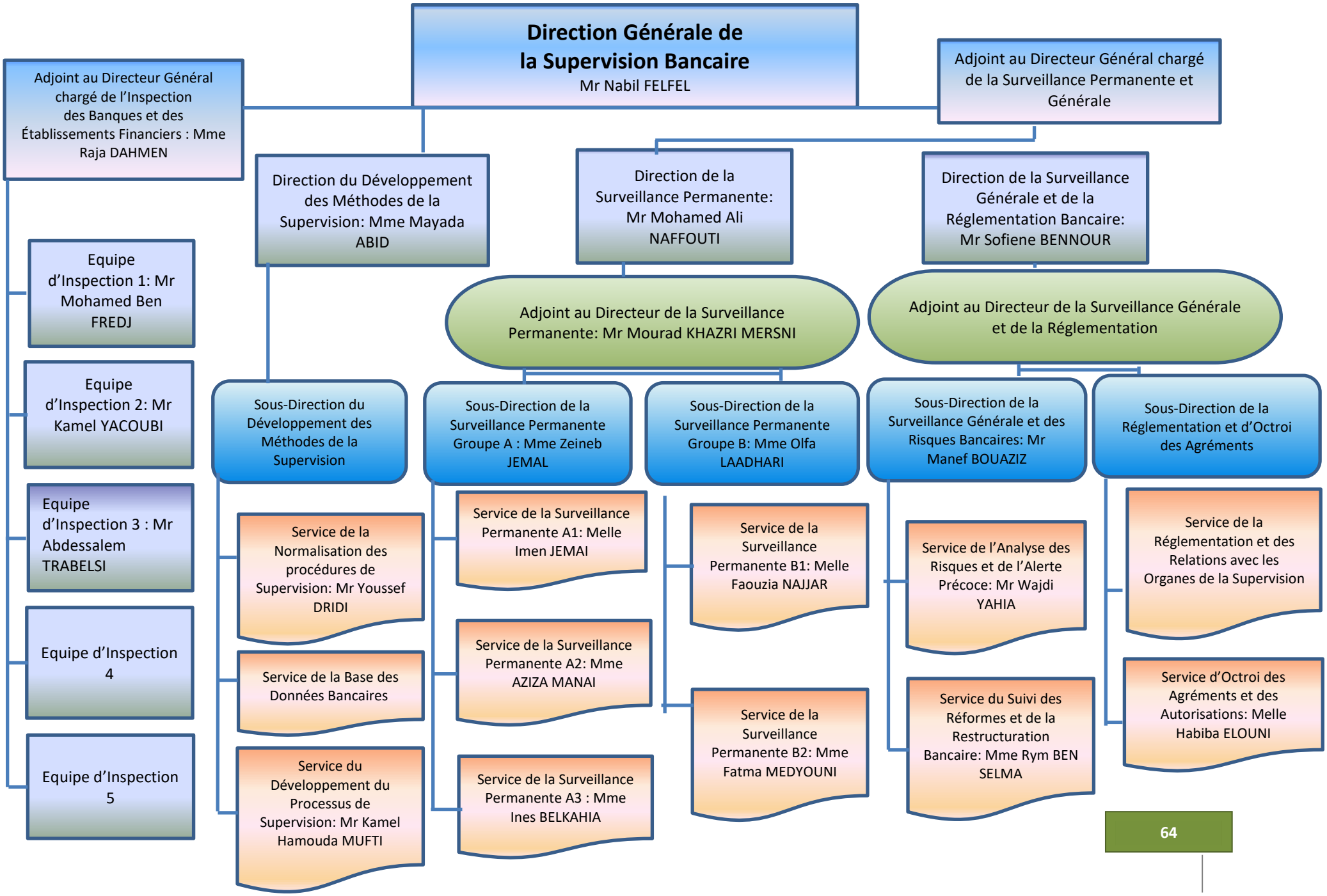
Suite à ces évolutions, les parts des revenus du portefeuille d'investissements et des gains nets sur opérations de change se sont consolidées au détriment de la part de la marge d'intérêts.

***Graphique 22: Évolution de la structure du PNB des banques non-résidentes***



# ANNEXES

## Annexe 1: Organigramme de la Direction Générale de la Supervision Bancaire



## Annexe 2: Principaux indicateurs du secteur bancaire Tunisien[34]

### *Indicateurs de taille et de bancarisation(*)*

| | 2018 | 2019 |
|---|---|---|
| ***Total actif MDT*** | 123 008 | 130 003 |
| ***Effectif*** | 20402 | 20198 |
| ***Taux d'encadrement %*** | 69,6 | 73,60 |
| ***Réseau*** | 1 913 | 1 945 |
| ***Nombre de comptes (en milliers)*** | 9372 | 9 835 |
| ***Nombre de DAB & GAB*** | 2 694 | 2 854 |
| ***Nombre de cartes bancaires (en milliers)*** | 4 640 | 5 500 |
| ***Nombre de transactions monétique en millions*** | 82,3 | 92,6 |
| ***Volume de transactions monétique (MDT)*** | 11 908 | 14 361 |

*(*)Données brutes de la SMC adressées à la BCT*

### *Indicateurs d'activité et d'exploitation*

| | 2018 | 2019 |
|---|---|---|
| ***Total Dépôts MDT (*)*** | 68 375 | 74 805 |
| ***Total Crédits MDT (*)*** | 88 987 | 92 176 |
| ***PNB MDT*** | 4 870 | 5 517 |
| ***Coefficient d'exploitation %*** | 46,9 | 45 |
| ***Résultat net*** | 1 157 | 1 313 |
| ***ROA (%)*** | 1,1 | 1,2 |
| ***ROE (%)*** | 12,9 | 13,3 |

*(*)Données brutes de la SMC adressées à la BCT*

### *Indicateurs financiers*

| *%* | 2018 | 2019 |
|---|---|---|
| ***Ratio de solvabilité*** | 11,7 | 13,2 |
| ***Ratio Tier 1*** | 9 | 10,7 |
| ***Part des créances classées*** | 13,4 | 13,4 |
| ***Taux de couverture des créances classées par les provisions*** | 55,6 | 56,4 |

[34] 23 banques résidentes.

## Annexe 3: Bilan, état des engagements hors bilan et état de résultat des banques résidentes

### 1- Bilan

*(en milliers de dinars)*

| | 2018 | 2019 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| 1- Caisse et avoirs auprès de la BC et CCP | 6 752 324 | 7 380 424 |
| 2- Créances sur les établissements bancaires et financiers | 5 746 013 | 6 738 287 |
| 3- Créances sur la clientèle | 7 4133 347 | 7 8044 177 |
| 4- Portefeuille-titres commercial | 1 708 644 | 1 784 793 |
| 5- Portefeuille d'investissement | 1 1868 275 | 1 2437 934 |
| 6- Valeurs immobilisées | 1 408 517 | 1 519 120 |
| 7- Autres actifs | 3 329 511 | 3 042 475 |
| **TOTAL ACTIF** | **104 946 632** | **110 947 210** |
| **PASSIF** | | |
| 1- Banque Centrale, CCP | 7 329 892 | 6 575 477 |
| 2- Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers | 8 454 785 | 6 803 781 |
| 3- Dépôts et avoirs de la clientèle | 68 831 681 | 75 356 156 |
| 4- Emprunts et ressources spéciales | 7 359 662 | 7 799 465 |
| 5- Autres passifs | 3 887 648 | 4 041 302 |
| **TOTAL PASSIF** | **95 863 668** | **100 576 180** |
| **CAPITAUX PROPRES** | | |
| 1- Capital | 3 692 798 | 3 892 165 |
| 2- Réserves | 4 793 513 | 5 716 089 |
| 3- Actions propres | -6 848 | -8382,663 |
| 4- Autres capitaux propres | 260 709 | 169 223 |
| 5- Résultats reportés | -815 235 | -710 942 |
| 6- Résultats de l'exercice | 1 157 007 | 1 312 880 |
| 7-Modifications comptables | 0 | 0 |
| **TOTAL CAPITAUX PROPRES** | **9 082 964** | **10 371 030** |
| **TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES** | **104 946 632** | **110 947 210** |

## 2- État des engagements hors bilan

*(en milliers de dinars)*

| | 2018 | 2019 |
|---|---|---|
| **PASSIFS ÉVENTUELS** | | |
| Cautions, avals et autres garanties données en faveur de la clientèle | 11 068 032 | 11 121 388 |
| Crédits documentaires | 4 855 370 | 3 988 194 |
| Actifs donnés en garantie | 6 781 324 | 5 852 473 |
| **Total passifs éventuels** | **22 704 726** | **20 962 055** |
| **ENGAGEMENTS DONNÉS** | | |
| Engagements de financements donnés en faveur de la clientèle | 4 202 744 | 4 756 678 |
| Engagements sur titres | 25 277 | 17 335 |
| **Total engagements donnés** | **4 228 020** | **4 774 013** |
| **ENGAGEMENTS REÇUS** | | |
| Engagements de financements reçus | 2 871 577 | 2 449 501 |
| Garanties reçues | 29 139 750 | 31 245 936 |
| **Total engagements reçus** | **32 011 327** | **33 695 437** |

## 3- État de résultat

*(en milliers de dinars)*

| | 2018 | 2019 |
|---|---|---|
| **PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE** | **8 826 004** | **10 337 198** |
| (+) INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS | 6 388 296 | 7 768 899 |
| (+) COMMISSIONS | 1 138 266 | 1 263 155 |
| (+) GAINS SUR PORTEFEUILLE-TITRES COMMERCIAL ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES | 644 030 | 587 703 |
| (+) REVENUS DU PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT | 655 413 | 717 441 |
| **CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE** | **3 956 014** | **4 820 011** |
| (-) INTÉRÊTS ENCOURUS ET CHARGES ASSIMILÉES | 3 850 720 | 4 721 108 |
| (-) COMMISSIONS ENCOURUES | 84 606 | 92 553 |
| (-) PERTES SUR PORTEFEUILLE TITRES COMMERCIAL ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES | 20 688 | 6 350 |
| **MARGE D'INTÉRÊTS** | **2 537 576** | **3 047 791** |
| **PRODUIT NET BANCAIRE** | **4 869 990** | **5 517 187** |
| (-) DOTATIONS AUX PROVISIONS ET RÉSULTAT DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR CRÉANCES, HORS BILAN ET PASSIF | 839 226 | 810 278 |
| (-) DOTATIONS AUX PROVISIONS ET RÉSULTAT DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT | 7 024 | 72 726 |
| (+) AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION | 52 379 | 52 465 |
| (-) FRAIS DE PERSONNEL | 1 586 071 | 1 695 322 |
| (-) CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION | 699 342 | 788 189 |
| (-) DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS | 171 394 | 195 299 |
| **RÉSULTAT D'EXPLOITATION** | **1 619 312** | **2 007 839** |
| SOLDE EN GAIN (+) /PERTE (-) PROVENANT DES AUTRES ÉLÉMENTS ORDINAIRES | 19 570 | -81 732 |
| (-) IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES | 430 953 | 594 580 |
| **RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES** | **1 207 929** | **1 331 527** |
| SOLDE EN GAIN (+) /PERTE (-) PROVENANT DES ÉLÉMENTS EXTRAORDINAIRES | -50 922 | -18 647 |
| **RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE** | **1 157 007** | **1 312 880** |
| (+) EFFETS DES MODIFICATIONS COMPTABLES (net d'impôts) | 13988 | -1 018 |
| **RÉSULTAT APRÈS MODIFICATIONS COMPTABLES** | **1 170 995** | **1 311 862** |

## Annexe 4: Bilan et état de résultat des établissements de leasing

### 1- Bilan

*(en milliers de dinars)*

| | 2018 | 2019 |
|---|---|---|
| **ACTIFS** | | |
| 1- Liquidités et équivalents de liquidités | 65 084 | 123 267 |
| 2- Créances sur la clientèle | 4 339 366 | 3 983 651 |
| 3- Portefeuille-titres de placement | 27 225 | 45 631 |
| 4- Portefeuille d'investissement | 174 308 | 166 062 |
| 5- Valeurs immobilisées | 54 992 | 57 266 |
| 6-Autres actifs | 87 298 | 84 404 |
| ***TOTAL DES ACTIFS*** | ***4 748 274*** | ***4 460 281*** |
| **PASSIFS** | | |
| 1- Concours bancaires et autres passifs financiers | 268 923 | 256 042 |
| 2- Dettes envers la clientèle | 232 509 | 213 466 |
| 3- Emprunts et ressources spéciales | 3 294 413 | 2 935 705 |
| 4- Fournisseurs et comptes rattachés | 302 592 | 372 985 |
| 5- Autres passifs | 66 101 | 61 906 |
| ***TOTAL DES PASSIFS*** | ***4 164 538*** | ***3 840 104*** |
| **CAPITAUX PROPRES** | | |
| 1-Capital social | 252 680 | 269 180 |
| 2- Réserves | 183 954 | 210 618 |
| 3-Prime d'émission | 13 996 | 13 996 |
| 4-Résultats reportés | 72 302 | 85 147 |
| 5-Autres capitaux propres | 14 571 | 19 007 |
| 6-Réserves pour risques généraux | 0 | 0 |
| 7- Modification comptable | -816,253 | 0 |
| 8- Résultat de l'exercice | 47 050 | 22 229 |
| ***TOTAL DES CAPITAUX PROPRES*** | ***583 736*** | ***620 176*** |
| ***TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS*** | ***4 748 274*** | ***4 460 281*** |

## 2- État de résultat

*(en milliers de dinars)*

| | 2018 | 2019 |
|---|---|---|
| **PRODUITS D'EXPLOITATION** | | |
| (+) INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS DE LEASING | 444 103 | 441 631 |
| (+) INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES | -290 380 | -295 719 |
| (+) PRODUITS DES PLACEMENTS | 16 005 | 14 510 |
| (+) AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION | 10 036 | 11 145 |
| **Total des produits d'exploitation** | **179 764** | **171 566** |
| **CHARGES D'EXPLOITATION** | | |
| (-) CHARGES DE PERSONNEL | 51 650 | 54 499 |
| (-) DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS PROPRES | 5 234 | 5 816 |
| (-) DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS ET RÉSULTAT DES CRÉANCES RADIÉES | 23 865 | 46 124 |
| (-) DOTATIONS (REPRISES) NETTES AUX AUTRES PROVISIONS | 8063 | 7 440 |
| (-) AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION | 26 111 | 25 543 |
| **Total des charges d'exploitation** | **114 923** | **139 422** |
| **RÉSULTAT D'EXPLOITATION** | 64 841 | 32 144 |
| (+) AUTRES GAINS ORDINAIRES | 2 472 | 3 382 |
| (-) AUTRES PERTES ORDINAIRES | -536 | -1 056 |
| **RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES AVANT IMPÔT** | **66 777** | **34 471** |
| (-) IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS | -17 806 | -11 606 |
| ELEMENTS EXTRAORDINAIRES | -1 921 | -635 |
| **RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE** | **47 050** | **22 229** |
| EFFETS DE MODIFICATIONS COMPTABLES (NET D'IMPOT) | 2 322 | 3 710 |
| **RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES** | **49 372** | **25 938** |

## Annexe 5: Bilan, état des engagements hors bilan et état de résultat des banques non-résidentes

### 1- Bilan

*(en milliers de dollars)*

| | 2018 | 2019 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| 1- Caisse et avoirs auprès de la BC et CCP | 216 280 | 153 139 |
| 2- Créances sur les établissements bancaires et financiers | 966 203 | 1 196 946 |
| 3- Créances sur la clientèle | 215 607 | 178 005 |
| 4- Portefeuille-titres commercial | 44 425 | 51 491 |
| 5- Portefeuille d'investissement | 108 378 | 113 612 |
| 6- Valeurs immobilisées | 14 974 | 15 896 |
| 7- Autres actifs | 8 782 | 11 087 |
| **TOTAL ACTIF** | **1 574 649** | **1 720 176** |
| **PASSIF** | | |
| 1- Banques Centrale, CCP | 8 293 | 14 285 |
| 2- Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers | 473 611 | 528 550 |
| 3- Dépôts et avoirs de la clientèle | 722 344 | 797 563 |
| 4- Emprunts et ressources spéciales | 52 248 | 39 107 |
| 5- Autres passifs | 51 697 | 53 138 |
| **TOTAL PASSIF** | **1 308 194** | **1 432 643** |
| **CAPITAUX PROPRES** | | |
| 1- Capital | 158 036 | 150 048 |
| 2- Réserves | 60 202 | 61 353 |
| 3- Actions propres | 40 | 45 |
| 4- Autres capitaux propres | 1 000 | 1 000 |
| 5- Résultats reportés | 14 049 | 34 300 |
| 6- Résultats de l'exercice | 33 125 | 40 787 |
| 7-Modifications comptables | 0 | 0 |
| **TOTAL CAPITAUX PROPRES** | 266 455 | 287 533 |
| **TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES** | **1 574 649** | **1 720 176** |

## État des engagements hors bilan

*(en milliers de dollars)*

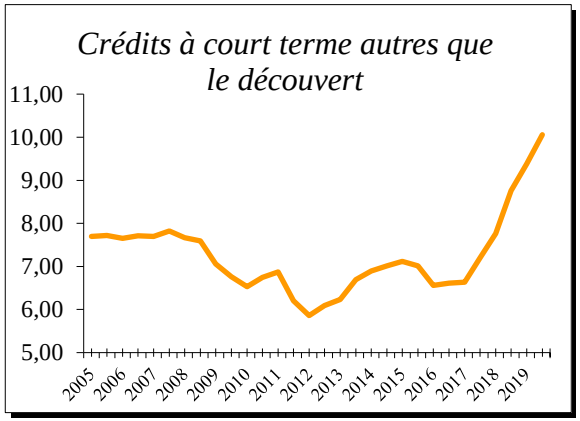
| | 2018 | 2019 |
|---|---|---|
| **PASSIFS ÉVENTUELS** | | |
| Cautions, avals et autres garanties données en faveur de la clientèle | 271 585 | 299 970 |
| Crédits documentaires | 176 943 | 78 569 |
| Actifs donnés en garantie | 6 519 | 6 519 |
| **Total passifs éventuels** | 455 046 | 385 057 |
| **ENGAGEMENTS DONNES** | 0 | 0 |
| Engagements de financements donnés en faveur de la clientèle | 27 182 | 132 298 |
| Engagements sur titres | 0 | 0 |
| **Total engagements donnés** | 27 182 | 132 298 |
| **ENGAGEMENTS REÇUS** | 0 | 0 |
| Engagements de financements reçus | 0 | 0 |
| Garanties reçues | 201 564 | 258 157 |
| **Total engagements reçus** | 201 564 | 258 157 |

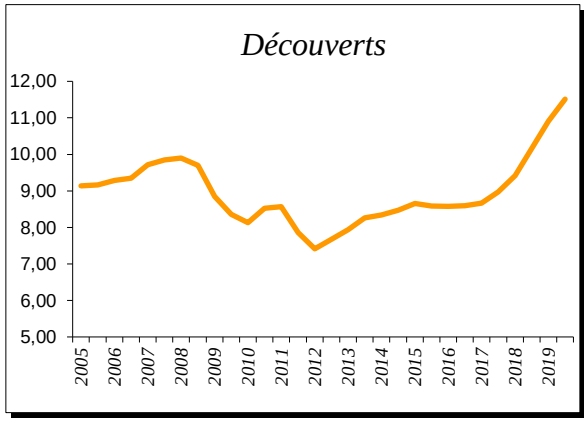
## 2- État de résultat

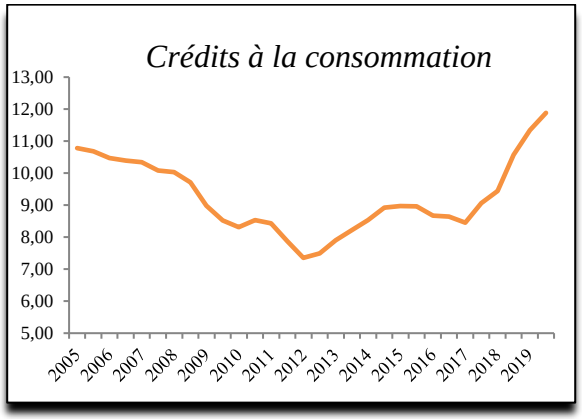
*(en milliers de dollars)*

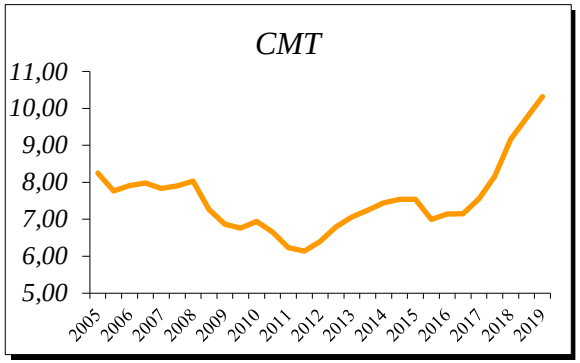
| | 2018 | 2019 |
|---|---|---|
| **PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE** | 77 159 | 84 337 |
| (+) INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS | 31 633 | 32 632 |
| (+) COMMISSIONS | 12 233 | 13 575 |
| (+) GAINS SUR PORTEFEUILLE-TITRES COMMERCIAL ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES | 25 841 | 29 354 |
| (+) REVENUS DU PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT | 7 452 | 8 776 |
| **CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE** | 8 845 | 9 563 |
| (-) INTÉRÊTS ENCOURUS ET CHARGES ASSIMILÉES | 8 417 | 8 951 |
| (-) COMMISSIONS ENCOURUES | 428 | 375 |
| (-) PERTES SUR PORTEFEUILLE TITRES COMMERCIAL ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES | 0 | 238 |
| **PRODUIT NET BANCAIRE** | 68 314 | 74 773 |
| (-) DOTATIONS AUX PROVISIONS ET RÉSULTAT DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR CRÉANCES, HORS BILAN ET PASSIF | 1 281 | -16 817 |
| (-) DOTATIONS AUX PROVISIONS ET RÉSULTAT DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT | 375 | -1 661 |
| (+) AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION | 31 | 5 |
| (-) FRAIS DE PERSONNEL | 15 644 | 15 168 |
| (-) CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION | 10 362 | 9 375 |
| (-) DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS | 1 529 | 1 557 |
| **RÉSULTAT D'EXPLOITATION** | 39 154 | 67 156 |
| SOLDE EN GAIN (+) /PERTE (-) PROVENANT DES AUTRES ÉLÉMENTS ORDINAIRES | -242 | -21 123 |
| (-) IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES | 4 551 | 5 247 |
| **RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES** | 34 360 | 40 787 |
| SOLDE EN GAIN (+) /PERTE (-) PROVENANT DES ÉLÉMENTS EXTRAORDINAIRES | -1 235 | 0 |
| **RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE** | 33 125 | 40 787 |
| (+) EFFETS DES MODIFICATIONS COMPTABLES (net d'impôts) | 0 | 0 |
| **RÉSULTAT APRÈS MODIFICATIONS COMPTABLES** | 33 125 | 40 787 |

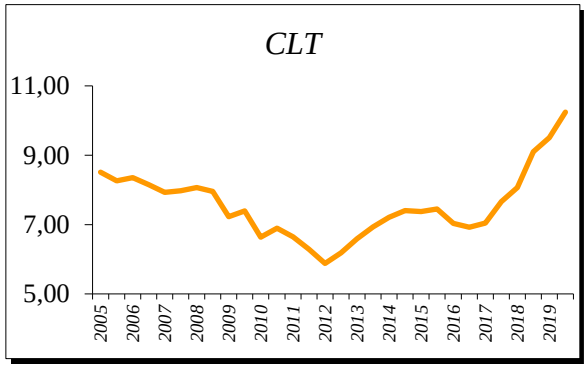
## Annexe 6: Évolution des taux effectifs moyens par catégorie de concours 2005-2019

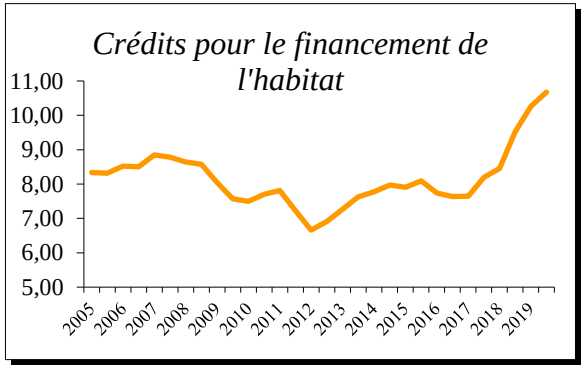


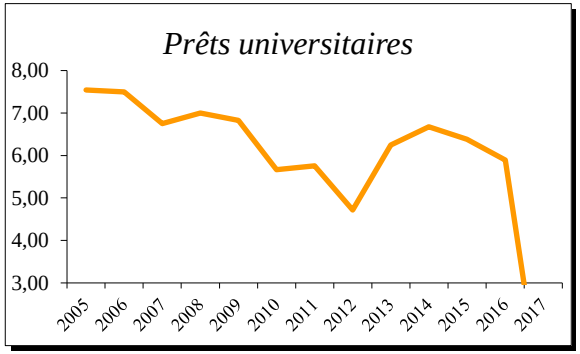



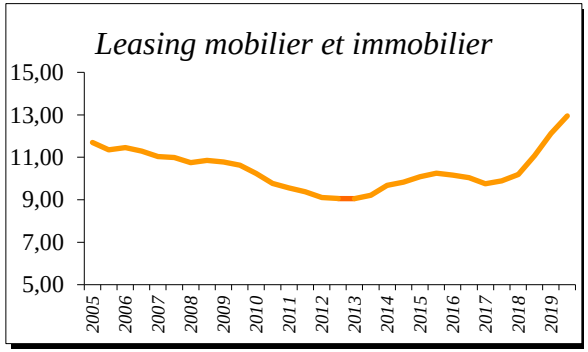



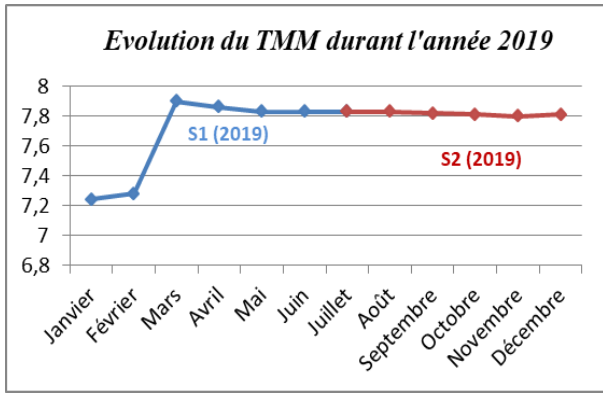



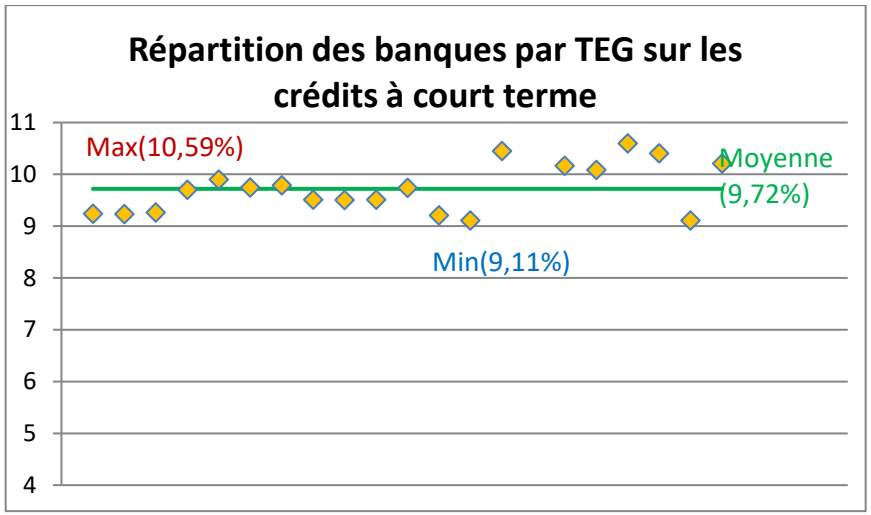



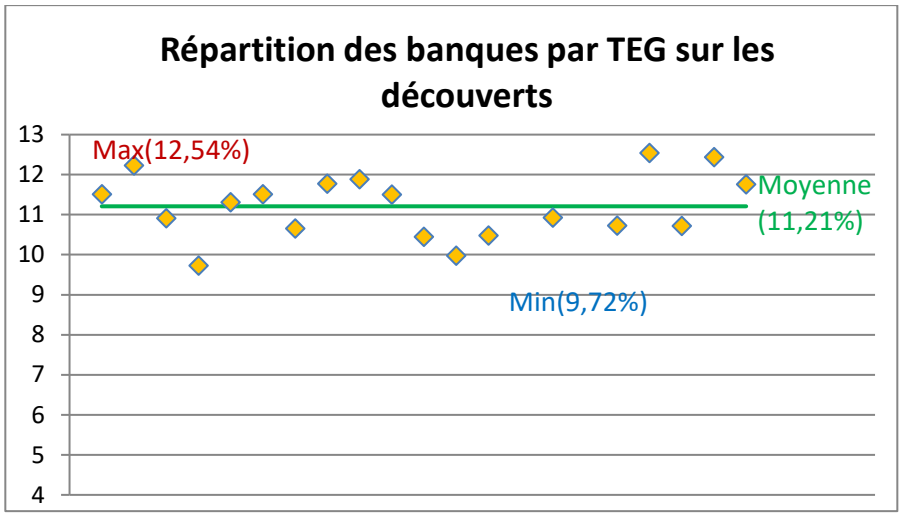



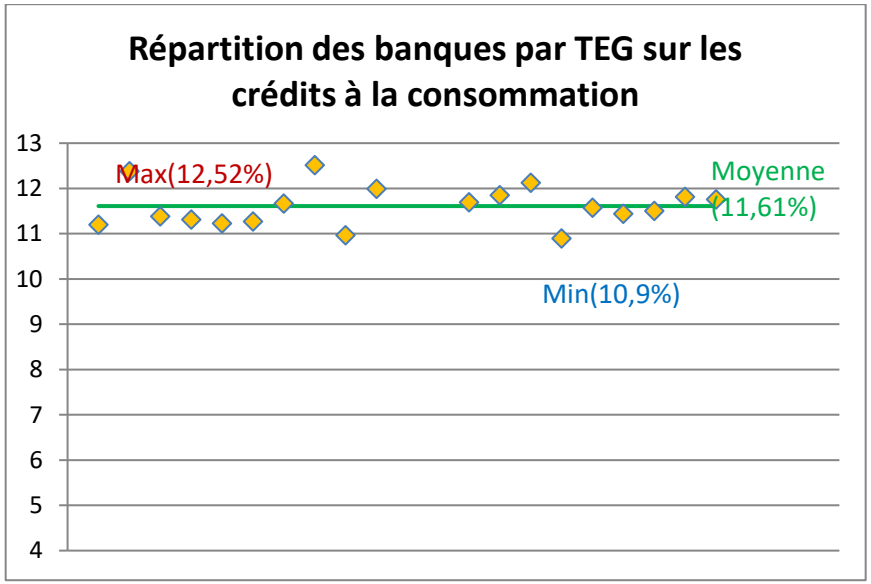



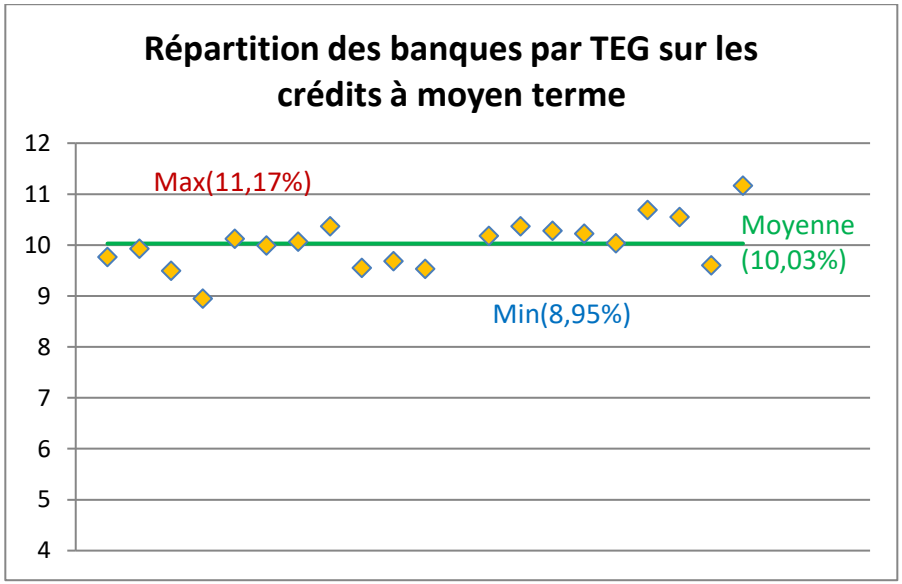



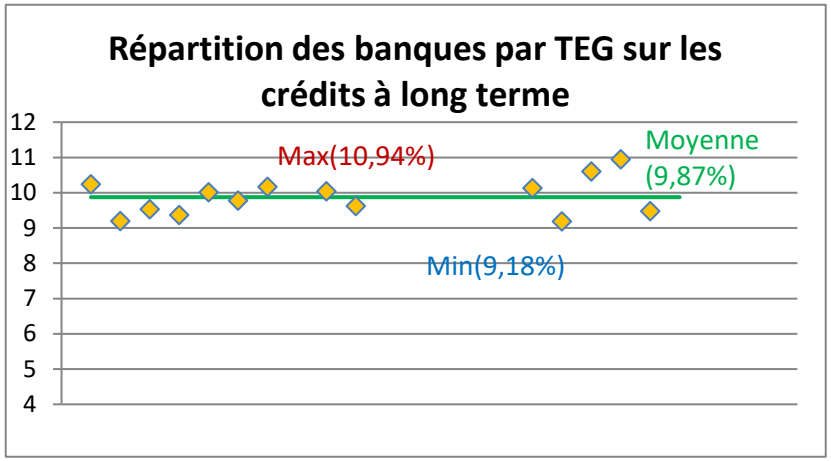
**Annexe 7: Évolution des TEGs par catégorie de concours et par Banques et Etablissements Financiers courant 2019**

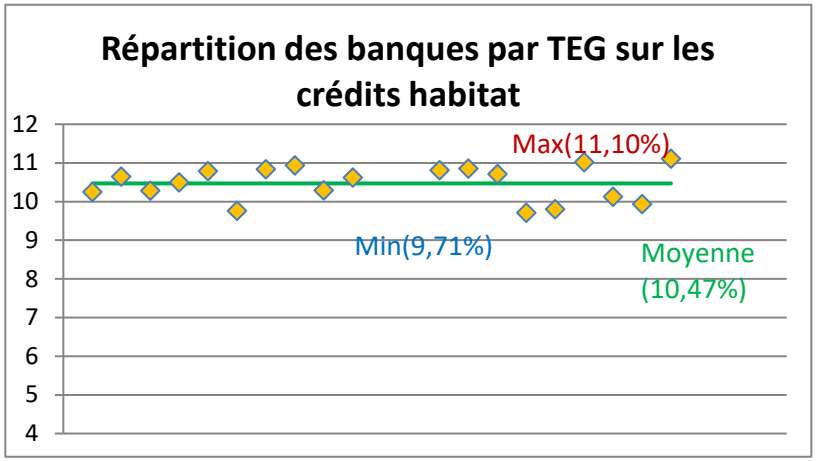


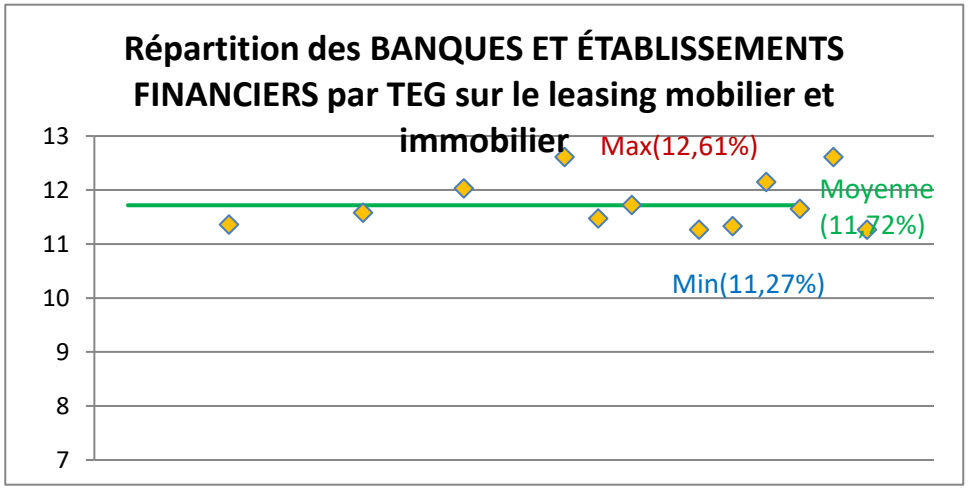




Répartition des banques par TEG sur les crédits à long terme
12
11
10
9
8
7
6
5
4
Max(10,94%)
Moyenne (9,87%)
Min(9,18%)

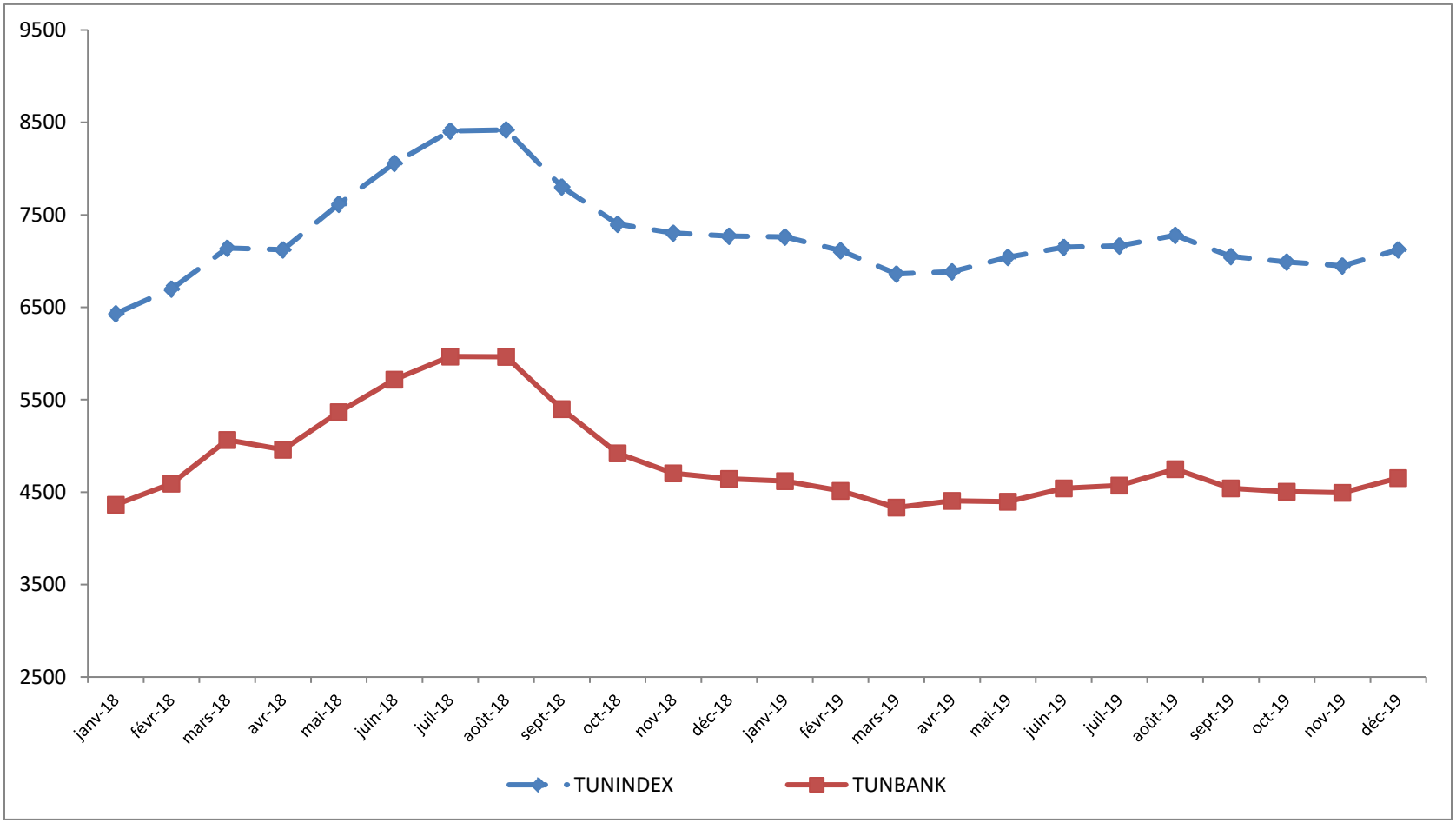

Répartition des banques par TEG sur les crédits habitat
12
11
10
9
8
7
6
5
4
Max(11,10%)
Min(9,71%)
Moyenne (10,47%)


Répartition des BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS par TEG sur le leasing mobilier et immobilier
13
12
11
10
9
8
7
Max(12,61%)
Moyenne (11,72%)
Min(11,27%)

# Annexe 8: Répartition par région, par gouvernorat et par banque du réseau d'agences au 31/12/2019

| REGIONS | BANQUES PUBLIQUES | | | | | TOTAL BANQUESPUBLIQUES | BANQUES PRIVEES | | | | | | | | | | | | | | | TOTAL BANQUES PRIVEES | BANQUES MIXTES | | | TOTAL BANQUES MIXTES | TOTAL BANQUES |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GOUVERNORATS | BNA | STB | BH | BTS | BFPME | | ATB | BFT | ATTIJARI | BT | AB | BIAT | UBCI | UIB | CBNA | BTK | QNB | BZ | ABC TUN. | ALBARAKA | WIB | | TSB | BTE | BTL | | |
| **GRAND TUNIS** | **45** | **45** | **55** | **1** | **1** | **147** | **61** | **6** | **89** | **54** | **90** | **81** | **46** | **52** | **1** | **21** | **17** | **55** | **13** | **16** | **7** | **609** | **13** | **16** | **7** | **36** | **792** |
| TUNIS | 24 | 29 | 29 | 1 | 1 | 84 | 37 | 4 | 53 | 31 | 55 | 48 | 28 | 34 | 1 | 11 | 9 | 30 | 6 | 10 | 3 | 360 | 7 | 10 | 2 | **19** | **463** |
| ARIANA | 7 | 5 | 11 | 0 | 0 | 23 | 9 | 1 | 21 | 9 | 17 | 14 | 7 | 9 | 0 | 4 | 3 | 8 | 3 | 2 | 1 | 108 | 2 | 2 | 3 | **7** | **138** |
| BEN AROUS | 10 | 8 | 14 | 0 | 0 | 32 | 12 | 1 | 12 | 12 | 13 | 14 | 9 | 6 | 0 | 6 | 4 | 14 | 3 | 3 | 3 | 112 | 3 | 3 | 1 | **7** | **151** |
| MANOUBA | 4 | 3 | 1 | 0 | 0 | 8 | 3 | 0 | 3 | 2 | 5 | 5 | 2 | 3 | 0 | 0 | 1 | 3 | 1 | 1 | 0 | 29 | 1 | 1 | 1 | **3** | **40** |
| **CENTRE EST** | **41** | **39** | **40** | **1** | **0** | **121** | **25** | **1** | **48** | **31** | **38** | **71** | **37** | **42** | **1** | **7** | **11** | **37** | **3** | **14** | **6** | **372** | **8** | **7** | **5** | **20** | **513** |
| SFAX | 16 | 14 | 12 | 1 | 0 | 43 | 11 | 1 | 20 | 9 | 16 | 30 | 19 | 14 | 1 | 4 | 5 | 16 | 1 | 6 | 4 | 157 | 2 | 2 | 2 | **6** | **206** |
| SOUSSE | 11 | 13 | 17 | 0 | 0 | 41 | 8 | 0 | 16 | 9 | 13 | 22 | 11 | 17 | 0 | 2 | 5 | 11 | 2 | 3 | 2 | 121 | 3 | 3 | 1 | **7** | **169** |
| MAHDIA | 5 | 4 | 4 | 0 | 0 | 13 | 3 | 0 | 4 | 3 | 4 | 6 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 1 | 0 | 27 | 1 | 0 | 0 | **1** | **41** |
| MONASTIR | 9 | 8 | 7 | 0 | 0 | 24 | 3 | 0 | 8 | 10 | 5 | 13 | 6 | 9 | 0 | 1 | 1 | 7 | 0 | 4 | 0 | 67 | 2 | 2 | 2 | **6** | **97** |
| **CENTRE OUEST** | **25** | **8** | **5** | **0** | **0** | **38** | **3** | **0** | **6** | **4** | **4** | **5** | **2** | **8** | **0** | **0** | **1** | **6** | **0** | **1** | **2** | **42** | **1** | **1** | **0** | **2** | **82** |
| SIDI BOUZID | 7 | 3 | 1 | 0 | 0 | 11 | 1 | 0 | 2 | 1 | 1 | 2 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 14 | 0 | 0 | 0 | **0** | **25** |
| KASSERINE | 7 | 3 | 2 | 0 | 0 | 12 | 1 | 0 | 2 | 1 | 2 | 1 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 12 | 0 | 0 | 0 | **0** | **24** |
| KAIROUAN | 11 | 2 | 2 | 0 | 0 | 15 | 1 | 0 | 2 | 2 | 1 | 2 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 1 | 1 | 16 | 1 | 1 | 0 | **2** | **33** |
| **NORD EST** | **27** | **24** | **20** | **0** | **0** | **71** | **17** | **0** | **26** | **17** | **16** | **27** | **16** | **22** | **0** | **3** | **2** | **18** | **0** | **3** | **3** | **170** | **2** | **2** | **3** | **7** | **248** |
| NABEUL | 16 | 15 | 9 | 0 | 0 | 40 | 9 | 0 | 17 | 10 | 13 | 16 | 10 | 11 | 0 | 2 | 2 | 10 | 0 | 2 | 2 | 104 | 1 | 1 | 2 | **4** | **148** |
| BIZERTE | 8 | 7 | 9 | 0 | 0 | 24 | 7 | 0 | 7 | 5 | 2 | 8 | 5 | 9 | 0 | 1 | 0 | 6 | 0 | 1 | 1 | 52 | 1 | 1 | 1 | **3** | **79** |
| ZAGHOUANE | 3 | 2 | 2 | 0 | 0 | 7 | 1 | 0 | 2 | 2 | 1 | 3 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 14 | 0 | 0 | 0 | **0** | **21** |
| **NORD OUEST** | **26** | **13** | **8** | **0** | **0** | **47** | **9** | **0** | **8** | **10** | **4** | **8** | **4** | **5** | **0** | **1** | **1** | **6** | **0** | **1** | **1** | **58** | **0** | **1** | **0** | **1** | **106** |
| SILIANA | 6 | 1 | 1 | 0 | 0 | 8 | 3 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 0 | **0** | **16** |
| EL KEF | 5 | 3 | 1 | 0 | 0 | 9 | 1 | 0 | 3 | 2 | 1 | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 12 | 0 | 0 | 0 | **0** | **21** |
| BEJA | 8 | 3 | 3 | 0 | 0 | 14 | 3 | 0 | 1 | 2 | 2 | 3 | 2 | 1 | 0 | 1 | 1 | 2 | 0 | 1 | 1 | 20 | 0 | 1 | 0 | **1** | **35** |
| JENDOUBA | 7 | 6 | 3 | 0 | 0 | 16 | 2 | 0 | 3 | 5 | 0 | 2 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 18 | 0 | 0 | 0 | **0** | **34** |
| **SUD EST** | **12** | **13** | **7** | **0** | **0** | **32** | **14** | **0** | **15** | **8** | **10** | **6** | **5** | **7** | **0** | **2** | **2** | **11** | **0** | **2** | **5** | **87** | **2** | **2** | **2** | **6** | **125** |
| GABES | 5 | 4 | 2 | 0 | 0 | 11 | 6 | 0 | 5 | 3 | 4 | 2 | 2 | 3 | 0 | 1 | 1 | 4 | 0 | 1 | 1 | 33 | 1 | 1 | 1 | **3** | **47** |
| MEDENINE | 7 | 9 | 5 | 0 | 0 | 21 | 8 | 0 | 10 | 5 | 6 | 4 | 3 | 4 | 0 | 1 | 1 | 7 | 0 | 1 | 4 | 54 | 1 | 1 | 1 | **3** | **78** |
| **SUD OUEST** | **9** | **9** | **7** | **0** | **0** | **25** | **5** | **0** | **17** | **2** | **4** | **4** | **1** | **8** | **0** | **0** | **0** | **10** | **0** | **0** | **3** | **54** | **0** | **0** | **0** | **0** | **79** |
| KEBILI | 1 | 2 | 1 | 0 | 0 | 4 | 1 | 0 | 4 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 1 | 11 | 0 | 0 | 0 | **0** | **15** |
| TATAOUINE | 1 | 2 | 2 | 0 | 0 | 5 | 1 | 0 | 4 | 0 | 1 | 1 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 1 | 13 | 0 | 0 | 0 | **0** | **18** |
| TOZEUR | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 4 | 1 | 0 | 2 | 1 | 1 | 1 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 10 | 0 | 0 | 0 | **0** | **14** |
| GAFSA | 5 | 4 | 3 | 0 | 0 | 12 | 2 | 0 | 7 | 1 | 1 | 1 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 1 | 20 | 0 | 0 | 0 | **0** | **32** |
| **TOTAL (1)** | **185** | **151** | **142** | **2** | **1** | **481** | **134** | **7** | **209** | **126** | **166** | **202** | **111** | **144** | **2** | **34** | **34** | **143** | **16** | **37** | **27** | **1392** | **26** | **29** | **17** | **72** | **1945** |

## Annexe 9: Répartition par région, par gouvernorat et par établissement de leasing du réseau d'agences au 31/12/2019

| REGIONS | | | | | | | | | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GOUVERNORATS | TLF | CIL | ATL | ATTIJ,L | ML | AIL | BL | HL | |
| **GRAND TUNIS** | **3** | **2** | **2** | **3** | **1** | **1** | **2** | **1** | **15** |
| TUNIS | 2 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 10 |
| ARIANA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BEN AROUS | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 5 |
| MANOUBA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **CENTRE EST** | **5** | **4** | **2** | **2** | **2** | **2** | **2** | **2** | **21** |
| SFAX | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 10 |
| SOUSSE | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 10 |
| MAHDIA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MONASTIR | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| **CENTRE OUEST** | **1** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **1** |
| SIDI BOUZID | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| KASSERINE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| KAIROUAN | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **NORD EST** | **1** | **1** | **2** | **0** | **0** | **1** | **3** | **1** | **9** |
| NABEUL | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 6 |
| BIZERTE | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 |
| ZAGHOUANE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| **NORD OUEST** | **1** | **1** | **0** | **0** | **1** | **0** | **1** | **1** | **5** |
| SILIANA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| EL KEF | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BEJA | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 5 |
| JENDOUBA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **SUD EST** | **2** | **1** | **1** | **0** | **0** | **1** | **1** | **2** | **8** |
| GABES | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 5 |
| MEDENINE | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 |
| **SUD OUEST** | **1** | **1** | **1** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **3** |
| KEBILI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TATAOUINE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOZEUR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GAFSA | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| **T O T A L** | **14** | **10** | **8** | **5** | **4** | **5** | **9** | **7** | **62** |

**Annexe 10: Évolution mensuelle des indices TUNINDEX et TUNBANK 2018-2019**